

Trimer pour Shein

Aux sources de la mode jetable
de la génération TikTok

Public Eye



Timo Kollbrunner

Retour vers le futur

« She » quoi ? Telle a été ma réaction la première fois que j'ai entendu parler d'une marque de vêtements appelée « Shein ». Alors que des millions d'adolescentes et adolescents à travers le monde dilapident leur argent de poche dans des articles Shein aux prix dérisoires, la plupart des plus de 30 ans n'ont jamais entendu parler du géant chinois du commerce en ligne.

En me plongeant dans cet univers, j'ai vite compris pourquoi tant de jeunes filles se disent « accros à Shein » : dépendantes au gigantesque catalogue de vêtements, aux vidéos d'influenceuses sur TikTok, à la fusion de la mode, de la musique et de la joie de vivre à l'ère du numérique.

D'un côté, Shein ressemble à une entreprise du futur : le design des articles est basé sur des algorithmes alimentés par d'innombrables sites web ; un vaste réseau de fournisseurs assure des cycles de production ultracourts, et l'offre est taillée sur mesure en fonction des clics individuels. Mais de l'autre côté, Shein rappelle une époque qu'on aimerait révolue : des produits jetables à des prix défiant toute concurrence, quasiment aucune information sur leur fabrication, silence radio face aux médias... Comme s'il n'y avait jamais eu le moindre débat sur la durabilité ou la transparence des chaînes d'approvisionnement.

Seul le travail d'enquête permet d'y voir plus clair. Pour éviter de se retrouver sur le radar du système de surveillance chinois, les enquêtrices et le photographe qui se sont rendu-e-s pour nous dans la métropole de Guangzhou doivent rester anonymes. C'est grâce à leur travail que nous avons pu découvrir ce que trimer pour Shein signifie pour les ouvriers et ouvrières : plus de septante-cinq heures de travail par semaine, pas de contrat, pas de cotisations sociales. Des conditions contraires à la législation chinoise, même si personne ne semble s'en soucier.

Comment contraindre une entreprise aussi irresponsable à reconnaître et assumer sa responsabilité sociale ? Faire la lumière sur ces pratiques est un premier pas essentiel pour montrer la nécessité d'agir aussi au niveau politique. Afin d'éviter que des enseignes comme Shein ne ruinent les progrès obtenus de haute lutte ces dernières années en matière de droit du travail et de sécurité, les États doivent imposer aux entreprises des devoirs de transparence et de responsabilité.

Grâce à vous !

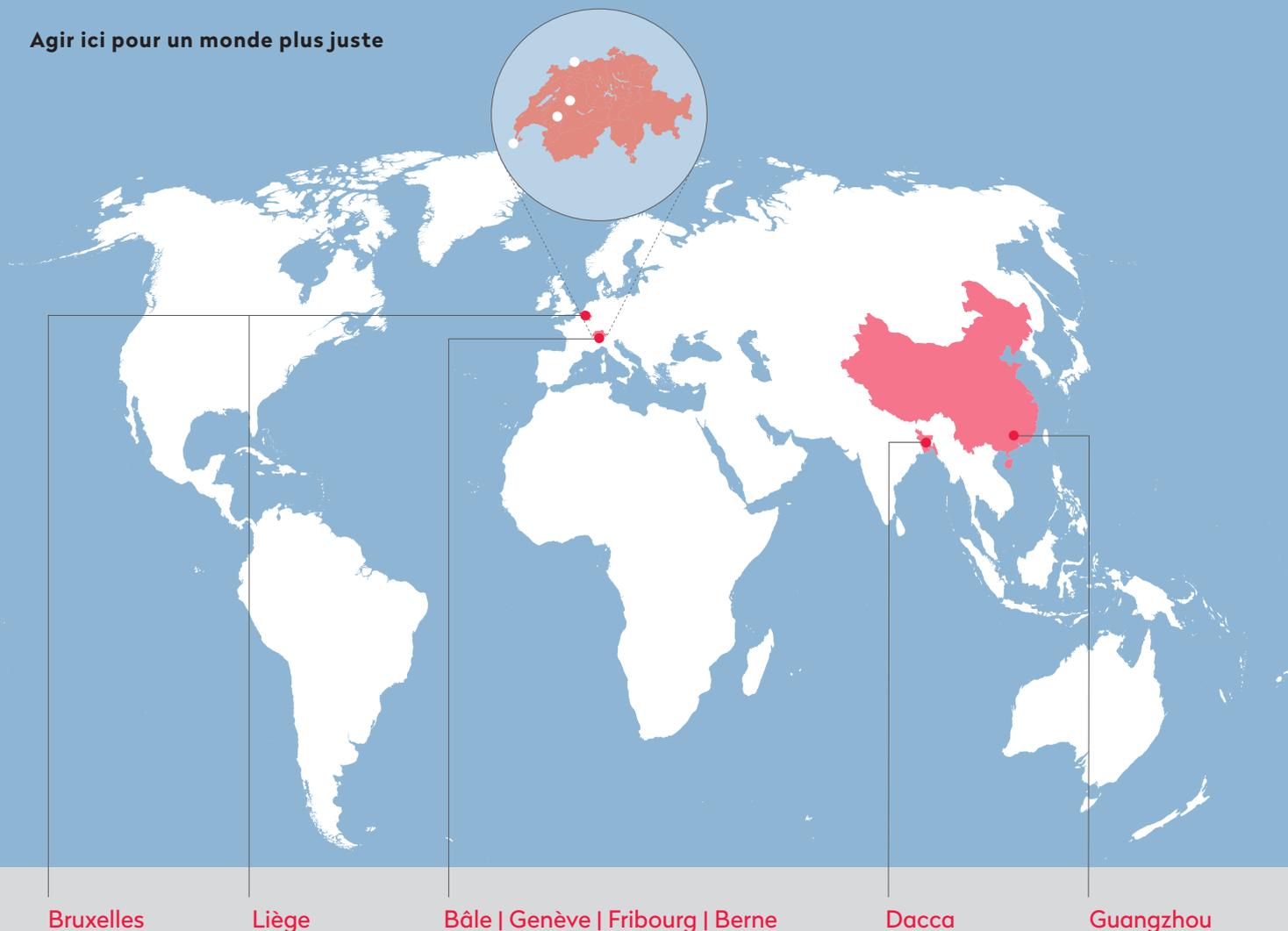
Les analyses et les reportages publiés dans ce magazine, ainsi que le travail de recherche et d'enquête sur lequel ils sont basés, ne seraient pas possibles sans le soutien de nos membres, donateurs et donatrices.

Si vous êtes déjà membre, nous vous en sommes très reconnaissants. Vous pouvez également nous soutenir en offrant une cotisation à vos connaissances. publiceye.ch/cadeau

Si vous n'êtes pas encore membre, nous vous invitons à adhérer à Public Eye pour 75 fr. Vous recevrez ainsi régulièrement notre magazine. publiceye.ch/membres

Pour en savoir plus sur notre travail, commandez gratuitement un abonnement à l'essai. www.publiceye.ch/abo-essai

Public Eye



Bruxelles

Liège

Bâle | Genève | Fribourg | Berne

Dacca

Guangzhou

Le modèle d'affaires obscur du nouveau géant de la mode éphémère Shein

- 4 Derrière une façade étincelante, des conditions de travail déplorables. Enquête exclusive en Chine.
Guangzhou, Chine | Liège, Belgique

Genève et Fribourg, ou l'industrie offshore florissante

- 22 Les Pandora Papers montrent une fois de plus comment les cabinets d'avocat-e-s et fiduciaires suisses facilitent la corruption et le blanchiment d'argent.
Genève, Fribourg, Suisse

Les « tueurs d'abeilles » interdits dans l'UE mais toujours exportés en masse

- 32 Le géant bâlois Syngenta domine le commerce toxique des insecticides néonicotinoïdes. Ils sont exportés par milliers de tonnes depuis l'UE, alors qu'ils y sont interdits.
Bâle, Suisse | Bruxelles, Belgique

Lorsque Trafigura a soudainement cessé d'être une société suisse

- 38 Pourquoi l'entreprise suisse au chiffre d'affaires le plus élevé a-t-elle été radiée du classement le plus important de l'économie helvétique ?
Genève, Suisse

Réunion de l'OMC : la société civile plaide pour plus de justice sociale

- 40 L'Organisation mondiale du commerce a besoin d'une nouvelle vision d'un système commercial international.
Genève, Suisse

Industrie textile – quatre entreprises suisses signent l'accord sur la sécurité des bâtiments au Bangladesh

- 42 Les syndicats et les entreprises du secteur de la mode ont convenu d'un nouvel accord international en matière de santé et de sécurité au travail.
Dacca, Bangladesh

Dans les coulisses de Shein, le géant chinois de la mode éphémère

A vibrant, multi-level stage performance. In the foreground, several models in colorful, eye-catching outfits (orange, pink, purple) are posing. Behind them, a band is performing on a raised platform, including a drummer and a guitarist. The stage is lit with bright, colorful lights, creating a dynamic and energetic atmosphere.

Une ascension fulgurante depuis l'Empire du Milieu : avec son gigantesque catalogue d'articles outrageusement bon marché et sa présence agressive sur les réseaux sociaux, le détaillant de vêtements en ligne Shein coupe l'herbe sous le pied des géants du secteur, H&M, Zara et consorts, en s'attirant la sympathie – et l'argent – des jeunes femmes. Si la marque soigne sa présence sur les réseaux, elle brille par son opacité en coulisses. Public Eye s'est aventurée dans le côté obscur de Shein, jusque dans les ruelles de la grande ville chinoise de Guangzhou, où des milliers de personnes s'échinent jusqu'à douze heures par jour pour coudre les articles qui font le bonheur des adolescentes.

TIMO KOLLBRUNNER

Willie Gomez est ravi. La popstar dominicaine trouve « génial » que Shein ait organisé un spectacle « si inclusif », rassemblant « toutes les origines ethniques, toutes les formes et toutes les tailles ». Coupez. Retour en coulisses : « Je suis prêt, annonce le chanteur derrière son masque. C'est parti ! » Coupez. Willie Gomez sort d'une Cadillac et commence à se trémousser allègrement en entonnant une chanson de pop latino des plus dégoulinantes. Il est accompagné d'une ribambelle de danseurs et danseuses affublé-e-s de vêtements extravagants, choisi-e-s avec soin pour leur diversité de corpulences, d'origines et de couleurs de peau. Après Willie Gomez, c'est à Blu Detiger d'entrer en scène : la chanteuse et bassiste new-yorkaise trouve que Shein « révolutionne le concept du défilé de mode ». Tout le décor est noir, à l'exception des néons multicolores qui bordent la piste de danse et de l'inscription SHEIN en énormes lettres blanches sur le sol. Il n'y a pas de public. La scène pourrait se dérouler n'importe où – ou nulle part.

Diffusé fin septembre en direct sur YouTube, Instagram et l'application de Shein, le show « Shein X Rock the Runway » est présenté comme une « union de la dynamique de la mode, de l'énergie de la musique et du pouvoir de la danse ». Les jours suivants, sur le site web du détaillant, jusqu'à 6000 articles pouvaient être commandés dans la catégorie #SHEINXRockTheRunway, jusqu'à ce que la section disparaisse soudainement dix jours après la diffusion.

Mais le catalogue reste clairement assez fourni : un mercredi après-midi du début d'octobre, la section « Vêtements pour femmes » compte pas moins de 259 264 produits. La catégorie « Curvy » (ronde) en compte plus de 78 000 et celles des « Vêtements pour hommes » dans les 32 000. Le site propose aussi de filtrer les articles par « Nouveautés du jour ». Car, selon Shein : « Une journée n'est jamais une autre ! Voilà pourquoi nous mettons en ligne des nouveautés exclusives chaque jour. » Le site web du détaillant est parsemé de telles expressions approximatives. L'entreprise a visiblement d'autres priorités que de corriger les traductions automatiques qu'elle met en ligne. Ce jour-là, 6753 nouveaux produits ont été ajoutés au catalogue : deux-pièces et jeans, leggings et tops, présentés par des femmes aux courbes généreuses, aux lèvres pulpeuses et à la taille étroite, souvent dans des poses suggestives et parfois à la limite de la vulgarité. Le « top ras-du-cou à rayures zébrées » coûte 8 francs, le « top en jean à manches bouffantes » 22. L'article le plus cher mis en ligne ce jour-là, un « trench à imprimé python », est vendu à 65 francs. Les deux tiers des nouveautés du jour coûtent moins de 20 francs. Sur quel site avons-nous atterri ? Qui est Shein ?

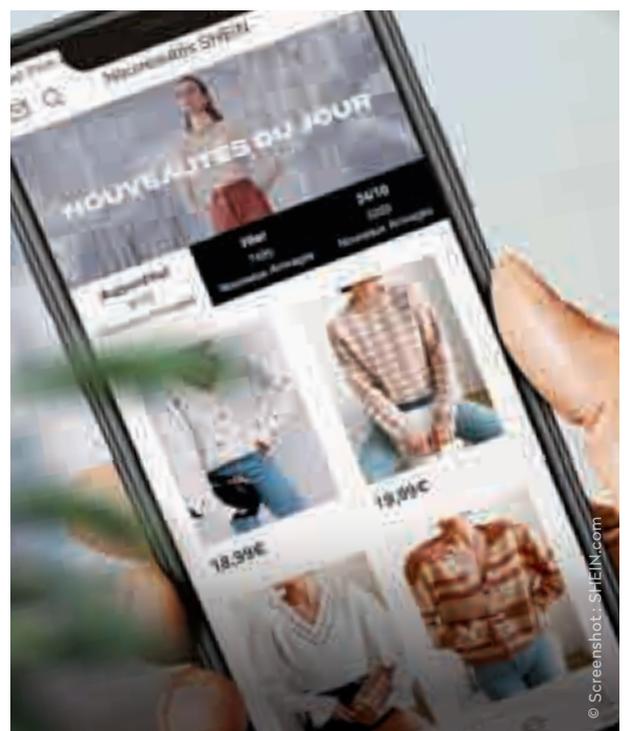
← Septembre 2021, Blue DeTiger se produit lors du spectacle Shein X Rock the Runway.

→ Chaque jour, des milliers de nouveaux articles sont mis en ligne sur le site de Shein.

L'ENTREPRISE

Beaucoup de monde a dû se demander qui est Shein, en mai dernier, lorsque son application a détrôné celle d'Amazon en tête des apps de shopping les plus téléchargées aux États-Unis. Totalement passée sous le radar des plus de trente ans, l'entreprise est rapidement devenue un géant sur le marché des vêtements en ligne, comme en témoigne son immense audience sur les réseaux sociaux. Début octobre, elle compte 22 millions d'abonné-e-s sur Instagram et 23 millions sur Facebook (soit environ la moitié de H&M et Zara), et 2,8 millions sur TikTok (nettement plus que ses deux concurrents). Les « Shein hauls » – en anglais « prises » ou « butins » – sont devenus une discipline artistique à part entière sur internet. De jeunes personnes – pour la plupart des femmes – font étalage de leurs achats devant la caméra, essaient les articles et décrivent s'ils sont agréables au toucher. Sur YouTube, certaines de ces vidéos ont été visionnées des millions de fois et, sur TikTok, 3,5 milliards (!) de publications avec le hashtag #sheinhaul ont été consultées. Aucun doute : les commandes foisonnent.

Shein ne communique jamais son chiffre d'affaires. Selon un rapport chinois de décembre 2020, la société aurait gagné près de 10 milliards de dollars (US) en 2020, et un grand courtier chinois prédit même un chiffre d'affaires de 20 milliards pour 2021. Sur le site web de Shein, on trouve peu d'informations sur l'entreprise : elle se décrit comme une « société internationale de commerce électronique de mode rapide B2C » ; « B2C » étant l'abréviation de « *business to consumer* », qui fait référence à la →



relation commerciale directe entre l'entreprise et les consommateurs et consommatrices. Shein présente ses principaux marchés : « l'Europe, les États-Unis, l'Australie et le Moyen-Orient », et précise être présente « dans plus de 220 pays et régions ». Aucune indication sur la provenance des vêtements expédiés vers tous ces marchés. Dans les mentions légales du site suisse, seule l'adresse de la maison-mère est indiquée : Zoetop Business, domiciliée à Hong Kong (voir graphique page 10).

Les ingrédients du succès

Après une analyse approfondie de divers portails, voici en bref ce que l'on peut trouver sur Shein : son ancêtre a été fondé en 2008 dans la ville de Nanjing, en Chine orientale, par trois hommes dont Xu Yangtian, spécialiste des stratégies de référencement en ligne. À l'origine, l'entreprise vendait surtout des robes de mariée puis, dès 2021, Xu Yangtian a commencé à faire cavalier seul en distribuant des articles de mode féminine sous le nom de Sheinside.com. En 2015, le business a commencé à prendre de la vitesse, en s'appuyant sur quelques ingrédients principaux : la vente directe plutôt que dans des boutiques onéreuses ; une utilisation intensive des outils en ligne pour identifier les tendances ; une évaluation automatisée des ventes et activités sur l'application ; le recours en grande pompe à des influenceurs et influenceuses ; et un réseau dense de fournisseurs, principalement de petite taille, dans la ville de Guangzhou, en Chine méridionale, où Shein a installé ses quartiers en 2017. Tous ces producteurs sont connectés au logiciel développé par Shein et

peuvent ainsi recevoir automatiquement les commandes ; ce qui permet à Shein de réagir très rapidement aux tendances. Si, pour Zara, la « mode éphémère » signifie un cycle de production de trois à quatre semaines, Shein arrive à fabriquer un vêtement en moins d'une semaine, du design à l'emballage.

Le géant chinois n'a pas toujours pu tenir la cadence imposée par son ascension fulgurante : en 2018, les données d'accès et les mots de passe de plus de 6 millions de client-e-s ont été dérobés lors d'une cyberattaque. En juillet 2020, l'entreprise a fait deux fois les gros titres en une semaine pour avoir vendu un tapis de prière musulman en tant que « tapis grec » et mis en vente une chaîne en or avec un pendentif en croix gammée – en s'excusant du bout des lèvres. Shein a plusieurs fois été accusée de manipuler les commentaires en ligne, et de nombreux stylistes ont pu prouver que le détaillant avait copié leurs créations.

Mais aucun de ces scandales n'a vraiment eu de conséquences : Shein continue de croître, et son ascension reste un mystère. Parmi les grandes questions, le public ne sait toujours quasiment rien sur le lieu et les conditions de production des articles vendus par le détaillant.

NOS RECHERCHES

Fin 2020, Public Eye a cherché à en savoir plus. Nous avons pris contact avec une organisation qui s'engage pour les droits des travailleurs et travailleuses du sud de la Chine, dont nous taïrons le nom pour des raisons de sécurité. En avril, deux enquêtrices se sont mises en quête des fournisseurs de Shein à Guangzhou, une ville de plusieurs millions d'habitant-e-s dans la région du delta de la Rivière des Perles.

En quelques semaines, elles sont parvenues à localiser dix-sept entreprises qui produisent pour le détaillant. Sept d'entre elles se trouvent à Nancun, un quartier du district de Panyu. En juillet, l'une des enquêtrices a pu y interroger trois femmes et sept hommes qui gagnent leur vie dans six usines différentes : à la machine à coudre, au contrôle qualité ou à l'emballage, au repassage ou à la découpe. Toutes et tous sont originaires d'autres provinces et ont plusieurs années ou décennies d'expérience dans le secteur. La plupart travaillent toutefois depuis moins d'un an pour leur employeur actuel.

Les résultats des recherches et les témoignages des personnes interrogées nous sont parvenus par écrit, dans des rapports détaillés accompagnés de photos prises au téléphone portable : couloirs d'usines remplis de sacs, employé-e-s travaillant debout, piles de t-shirts soigneusement emballés dans des sacs en plastique Shein, ateliers éclairés au néon. Nous ne savons même pas à quoi ressemble la personne qui mène l'investigation : quand elle nous fait part de ses impressions lors d'un appel vidéo, sa caméra reste éteinte. Le risque est trop grand



Des milliers de vidéos d'essais d'habits sont partagées chaque jour sur TikTok et YouTube.



Le siège principal de Shein à Guangzhou.

de se retrouver sur le radar du système de surveillance chinois. Tout ce que nous pouvons dire à son sujet, c'est qu'elle a travaillé dans le textile par le passé et qu'elle est enquêtrice, activiste et formatrice pour les personnes employées par l'industrie depuis une vingtaine d'années. Elle connaît très bien le secteur du textile dans la région. Pourtant, avant qu'on lui pose la question, elle n'avait jamais entendu parler d'une marque appelée « Shein ».

Des problèmes de sécurité au « Village Shein »

Elle nous présente « Nancun Village », l'emplacement historique de l'ancien village qui a donné son nom au quartier. De nombreuses usines – plusieurs dizaines réparties sur quelques rues – sont installées dans d'anciens immeubles résidentiels. Notre enquêtrice nous indique que le propriétaire d'une fabrique lui aurait affirmé que la quasi-totalité du « village » produit pour Shein. Elle est surprise car ce type de petits ateliers informels fabriquent normalement des vêtements pour des marchés locaux. Les groupes qui distribuent à l'international préfèrent en général des usines plus grandes et mieux réglementées.

À l'intérieur des ateliers, tout est aussi serré que dans les ruelles tortueuses de ce quartier qui a grandi en ordre dispersé. Les couloirs et les escaliers sont encombrés de sacs de vêtements et de rouleaux de tissus, non seulement dans les nombreuses petites fabriques du quartier, mais aussi dans les quelques grandes usines que compte le « Village Shein ». À l'image d'une entreprise qui,

d'après des travailleurs et travailleuses, emploierait plus de 200 personnes et posséderait sept usines juxtaposées. Selon un poster affiché au mur, la société est un « fournisseur principal de Zoetop », la maison-mère de Shein, et fabrique 1,2 million de vêtements par mois. Notre enquêtrice n'a pas vu la moindre sortie de secours, et les entrées et escaliers ne seraient absolument pas construits pour permettre aux employé-e-s de quitter rapidement les lieux. Les fenêtres des étages supérieurs seraient en outre équipées de grilles. « Je ne veux même pas imaginer ce qui se passerait si un incendie se déclarait ici. »

En septembre, Shein a publié pour la première fois, sur son site internet des États-Unis, un code de conduite pour ses fournisseurs leur demandant de garantir « un environnement de travail sûr, hygiénique et sain ». Il semblerait qu'il y ait encore du potentiel d'amélioration...

Deux postes à temps plein en un seul

Dans l'une des sept usines, l'enquêtrice a pu longuement interroger une femme et deux hommes. Une chose saute tout de suite aux yeux à la lecture du compte rendu de leurs discussions : le nombre d'heures de travail. Les trois indiquent à peu près les mêmes horaires : de 8 h à midi, puis de 13 h 30 à 17 h 45, et enfin de 19 h à 22 h ou 22 h 30. La soirée est libre un seul jour par semaine. Les travailleurs et travailleuses n'ont qu'un seul jour de congé par mois. Au total, cela représente une moyenne de plus de 75 heures de travail par semaine. →

Ce qui est donc non seulement bien loin de l'exigence d'un « temps de travail raisonnable » stipulée dans le code de conduite de Shein, mais aussi dans l'illégalité à plusieurs égards : en vertu du droit du travail chinois, une semaine de travail ne peut pas dépasser 44 heures (art. 36), avec un maximum de 36 heures supplémentaires par mois (art. 41) et au moins un jour de congé par semaine (art. 38).

Dans l'industrie textile, de tels horaires n'ont rien d'exceptionnel, nous explique notre enquêtrice. Et ils répondraient aux souhaits de bon nombre d'employé·e·s. Car ces personnes sont toutes des *migrant workers* : des femmes et des hommes provenant de provinces où le niveau des salaires est nettement plus bas et qui sont dans la région pour une période limitée, sans famille ni autre obligation que celle de gagner autant d'argent que possible. « Dans le bureau d'une usine, on peut parfois trouver une personne locale, nous précise l'enquêtrice. Mais dans les ateliers de confection, il n'y a que des *migrant workers*. »

Et si l'on est prêt à travailler pour deux, on peut effectivement gagner un bon salaire. Les trois personnes interrogées indiquent être payées à la pièce : plus l'article est compliqué à confectionner, plus la rémunération est élevée. L'un des travailleurs précise que le montant par pièce est certes moins élevé que dans d'autres usines où il a travaillé par le passé, mais les exigences de qualité sont aussi plus faibles. Les heures supplémentaires ne donnent droit à aucun bonus. Dans un bon mois, les trois employé·e·s touchent jusqu'à 10 000 yuans, soit environ 1400 francs suisses, ce montant pouvant être divisé par trois lors des mois moins fructueux.

Aucun d'entre eux n'a signé de contrat de travail. « Des usines comme celle-ci » ne sont pas tenues d'établir des contrats, semblent-ils savoir. Selon notre enquêtrice, il n'y a rien d'étonnant à ce que de petits ateliers se passent de contrats. Mais elle est surprise que ce soit aussi le cas d'entreprises comptant plus de 100 employé·e·s, car le droit du travail les oblige à établir des contrats. Elles doivent en outre en donner une copie à l'employé·e. Des sociétés de cette taille ne prennent généralement pas le risque de devoir verser des indemnités potentiellement élevées en cas de poursuites pour ce type de manquement.

Automatisation et hyperflexibilité

Sur la plateforme chinoise WeChat, on trouve de nombreuses annonces pour des appels d'offres lancés par Shein à l'intention des ateliers. Ceux-ci achètent alors eux-mêmes les tissus nécessaires à la confection du design choisi – auprès de fournisseurs également introduits par Shein. Cela permet au groupe de contrôler toute la chaîne de valeur, sans devoir assumer une grande responsabilité pour les conditions de production.

Nous ne savons pas si Shein mène des inspections dans ces usines. Dans une déclaration publiée sur son site web des États-Unis, la société affirme déployer

« d'importants efforts et ressources » pour son programme d'audit. Des inspections avec préavis auraient été réalisées par le passé et de nouvelles – avec ou sans préavis – seraient prévues à l'avenir. Parmi les dix employé·e·s que nos enquêtrices ont interrogé·e·s, personne n'a jamais entendu parler de la moindre inspection.

Dans l'une des sept usines, l'enquêtrice a pu longuement interroger une femme et deux hommes. Une chose saute tout de suite aux yeux à la lecture du compte rendu de leurs discussions : le nombre d'heures de travail.

Dans les plus grandes usines, des posters affichés aux murs rappellent au personnel de timbrer matin et soir. La direction de la fabrique communique les données à Shein, qui passerait ensuite commande en fonction des effectifs. Ce système d'approvisionnement informatisé et extrêmement flexible semble permettre d'organiser de manière efficace les centaines de petits ateliers de confection. La plupart des commandes de Shein concernent généralement 100 à 200 articles, parfois même moins. Quand un produit est commandé en plus grand nombre, Shein fait produire des lots supplémentaires, généralement par les fournisseurs qui ont déjà fabriqué les premiers lots. Cela permet aux employé·e·s de continuer à confectionner un article qui leur est déjà familier, et de gagner ainsi en rapidité et donc de gagner plus. Car, selon l'un des couturiers interrogés, l'une des plus grandes difficultés quand on travaille pour Shein, c'est de devoir constamment s'habituer à de nouveaux modèles.

Des exigences élevées

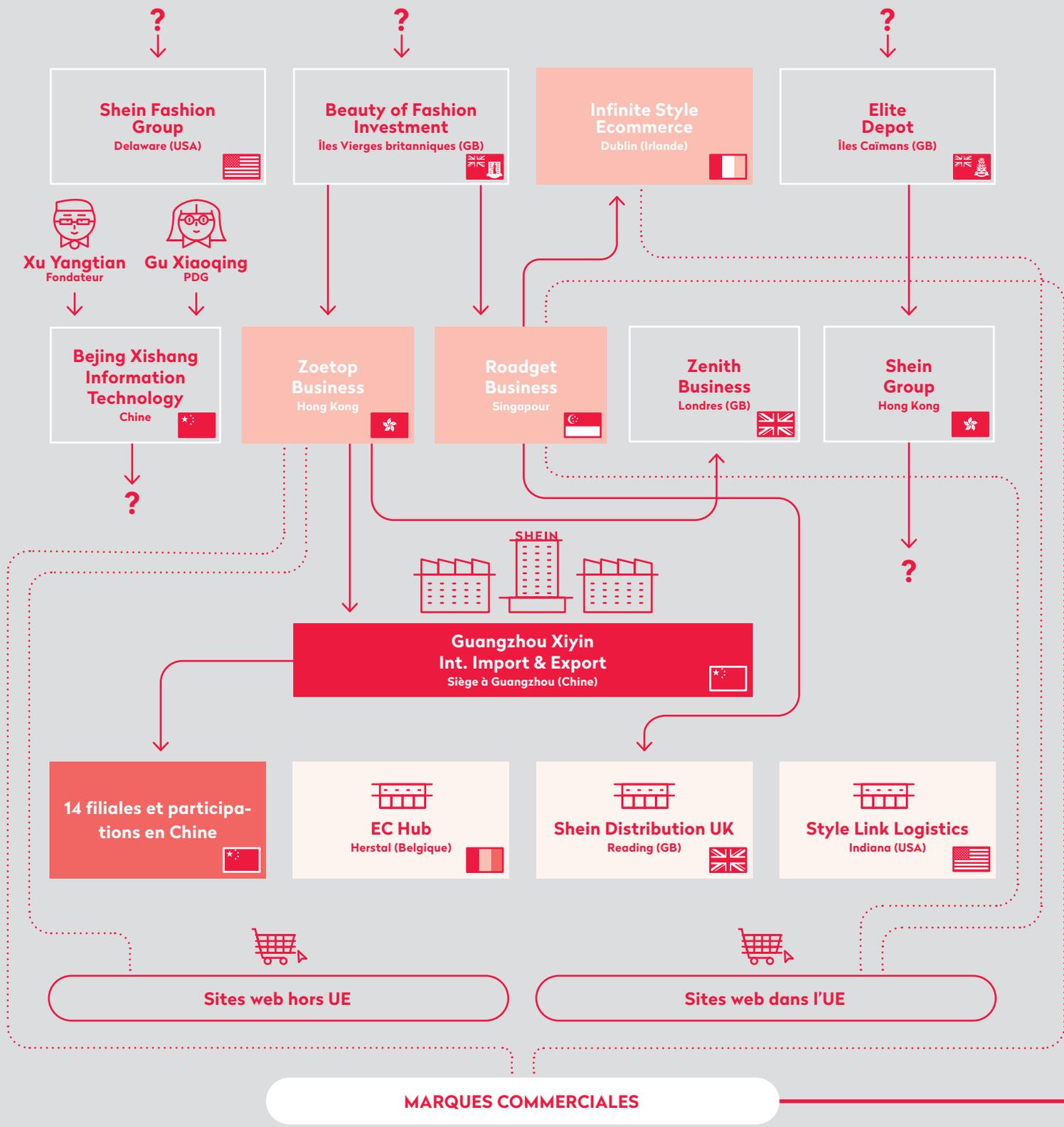
Les petits volumes commandés, qui doivent être livrés dans des délais extrêmement serrés, limitent aussi les possibilités de répartition du travail. Les couturiers et couturières doivent savoir réaliser de nombreuses tâches diverses et variées sur des modèles qui changent constamment. Cela explique pourquoi ce travail est principalement confié à des femmes et des hommes qui ont des années, voire des dizaines d'années d'expérience dans cette industrie. Des personnes inexpérimentées ne pourraient pas remplir ces exigences.

(suite page 12) →

→ En haut : sur les banderoles, on peut lire « Timbrer permet à Shein d'assurer des contrats » et « La qualité est de la plus haute importance et améliore la réputation de notre usine ».
→ En bas : dernier contrôle avant que les habits soient emballés.



Opacité et optimisation fiscale : la structure nébuleuse du...



Structure du groupe Shein, état en octobre 2021 ; représentation simplifiée et incomplète sur la base des données publiquement disponibles, sous réserve d'erreurs

... groupe Shein décortiquée

Le siège social de Shein, Guangzhou Xiyin International Import & Export, se trouve depuis 2017 dans le sud de la Chine, dans le quartier Panyu de la métropole Guangzhou, près de la plupart des fournisseurs. Au moins 14 filiales et participations y sont associées ici.

Le siège appartient à Zoetop Business à Hong Kong. Cette entreprise gère également les droits de marque du groupe Shein et les activités de commerce en ligne. Zoetop appartient quant à elle à Beauty of Fashion Investment aux Îles Vierges britanniques, un territoire réputé pour l'opacité de sa place financière. Avec les Îles Caïmans, le Delaware aux États-Unis et Dublin en Irlande, d'autres entreprises du groupe Shein ont leur siège dans des paradis fiscaux.

Beauty of Fashion est également propriétaire de Roadget Business, une société du groupe Shein fondée fin 2019 à Singapour et chargée de gérer les droits de marque et, depuis peu, les activités de commerce en ligne de Shein dans l'UE.

Depuis fin 2019, le fondateur Xu Yiangtian a progressivement été remplacé dans le rôle de PDG des sociétés du groupe Shein. La majorité des entreprises, dont la centrale Guangzhou Xiyin, sont aujourd'hui dirigées par son associée Gu Xiaoqing. Le groupe ne fait aucun commentaire sur ce changement et la presse professionnelle n'en a pas été avertie, Xu Yiangtian étant souvent toujours indiqué comme PDG.

La galaxie des marques de Shein

La galaxie des marques de Shein est gérée par Zoetop Business à Hong Kong et, depuis peu, par Roadget Business à Singapour. Certaines d'entre elles sont des sous-marques de Shein et sont commercialisées sur shein.com, tandis que d'autres sont aussi (telles que Romwe et Motf) ou exclusivement (comme Emmacloth) proposées sur d'autres sites. Il existe en outre des détaillants en ligne qui, de prime abord, semblent indépendants mais qui renvoient aux entreprises du groupe Shein Zoetop ou Roadget dans leurs conditions générales ; c'est notamment le cas de istrend.net, streetmood.se et mislead.pk.

Certaines des marques déposées par Zoetop ou Roadget sont commercialisées à travers Amazon et, dans certains cas, même emballés et expédiés directement par ce géant du commerce en ligne. Une partie des produits vendus sur Amazon sont disponibles sur la boutique en ligne de Shein, et présentés avec les mêmes photos, mais à une fraction du prix : par exemple, un t-shirt à manches longues proposé pour 18,99 euros dans la section Soly Hux d'Amazon est vendu sous la marque Shein pour seulement 4,99 euros sur shein.com. On peut supposer que les produits sont identiques et ont été fabriqués dans la même usine.

Marques vendues sur shein.com



Marques vendues aussi ou exclusivement sur leur propre site web



Anciennes marques de Shein



Marques de Shein vendues par ou à travers Amazon



Mais pour les couturiers et couturières capables de confectionner rapidement des vêtements relativement simples, très peu d'emplois ne leur rapporteraient autant sur le marché du travail précaire de l'industrie textile chinoise, selon des spécialistes sur place. La plupart des personnes interrogées seraient, dans une certaine mesure, satisfaites de leur emploi, précise notre enquêtrice : « Mais je ne crois pas qu'ils se posent beaucoup de questions à ce sujet. »

Selon des médias chinois, Shein peut non seulement compter sur un réseau de 300 à 400 « principaux fournisseurs » dans le district de Panyu, mais aussi sur un millier de sous-traitants, à qui des commandes sont confiées. Témoins de cette vive activité, de nombreux chariots chargent et déchargent des textiles devant la plupart des usines. Bon nombre des petits ateliers de Nancun Village réalisent uniquement les finitions : découpe des derniers fils, repassage, emballage, chargement. Mais on ne trouve aucun mandat de finition sur la plateforme WeChat, ce qui signifie que ces ateliers travaillent très probablement à la demande de fournisseurs de Shein, et que le groupe se dédouane ainsi de toute responsabilité en cas d'accident ou de non-paiement des salaires.

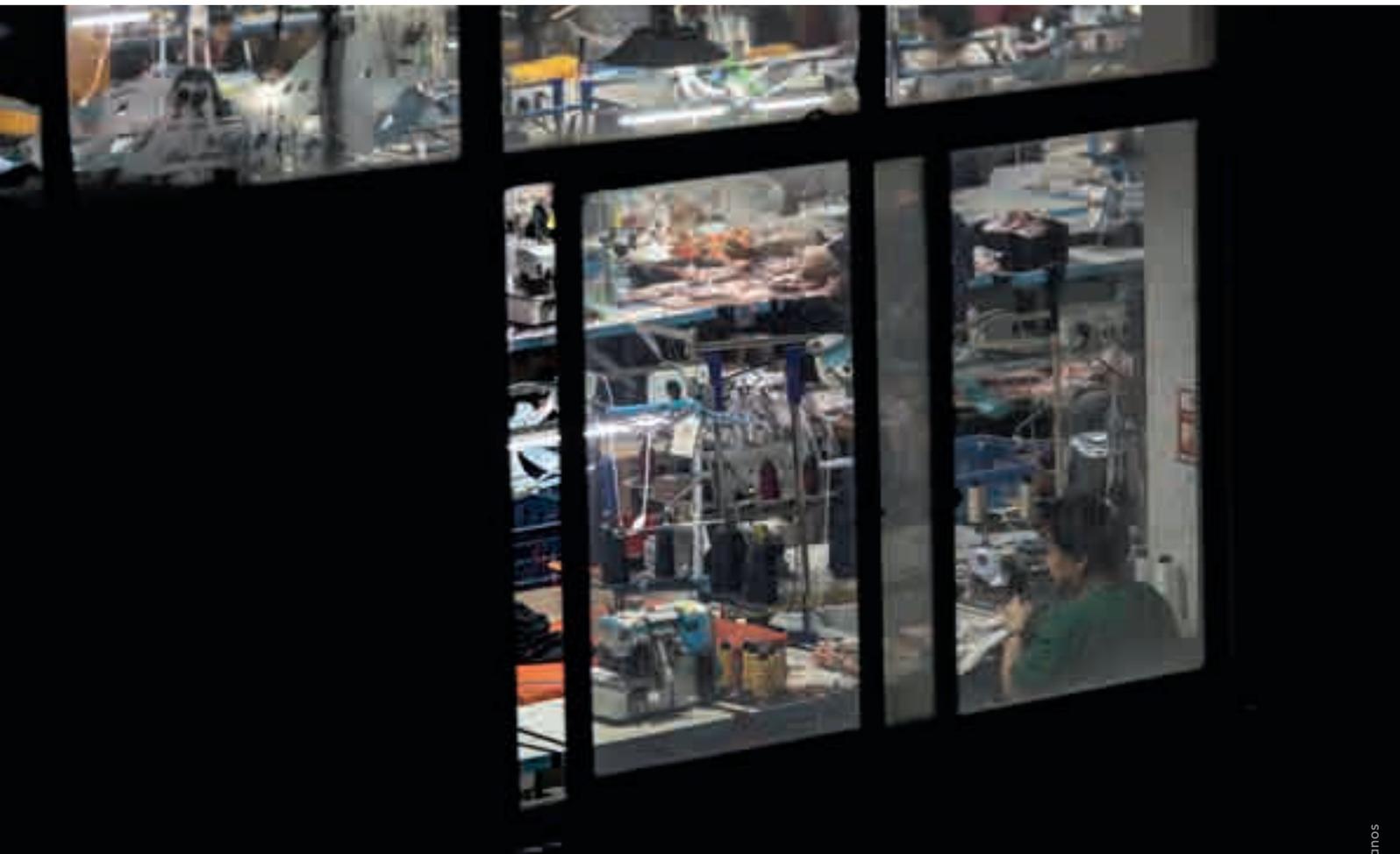
Pas de contrat, pas d'assurance

À une trentaine de minutes de marche, à l'ouest du Village Shein, se trouve le Honghui Properties Building, un

bâtiment d'ateliers de couture. Tout semble un peu plus réglementaire ici : les couloirs sont larges, les sorties de secours sont bien indiquées et les fabriques ne comptent pas plus de 200 employé-e-s. Notre enquêtrice parvient à interroger une travailleuse et un travailleur de deux ateliers différents du bâtiment. Leurs témoignages sont très similaires à ceux recueillis à Nancun Village : paiement à la pièce, pas de salaire minimum garanti ni de bonus pour les heures supplémentaires, onze heures de travail par jour, un à deux jours de congé par mois et pas de contrat de travail. Les cotisations de sécurité sociale ne sont pas non plus versées, alors que la loi l'impose à l'employeur comme à l'employé-e.

Selon l'un des couturiers interrogés, l'une des plus grandes difficultés quand on travaille pour Shein, c'est de devoir constamment s'habituer à de nouveaux modèles.

Mais ce qui préoccupe surtout le travailleur interrogé, c'est la baisse constante du tarif à la pièce ces derniers temps. Et les articles cousus dans cet atelier sont toujours plus



compliqués. Les commandes simples sont de plus en plus sous-traitées dans d'autres provinces, comme le Jiangxi, le Guangxi ou le Hunan, où les salaires sont plus faibles. Devant le bâtiment est stationné un minibus avec les noms de divers districts de la province du Jiangxi inscrits sur les côtés : une sorte de taxi collectif pour textiles prédécoupés destinés à être assemblés dans l'arrière-pays. Dans quelles conditions et pour quel salaire : impossible de le savoir.

À encore quelques kilomètres vers l'ouest se trouvent de nombreuses autres fabriques de textile. Celles-ci sont généralement un peu plus grandes. Elles emploient jusqu'à 300 personnes, disposent de systèmes d'aération fonctionnels et de places de travail un peu plus spacieuses. Il y a même des cantines et des logements pour le personnel aux alentours. Les cinq employé.e.s que l'enquêtrice interroge dans l'une des plus grandes usines décrivent des conditions de travail qui nous sont désormais familières : onze heures par jour, pas de contrat de travail, pas de cotisations de sécurité sociale. Dans l'un des ateliers, toutefois, nous entendons pour la première fois parler d'un salaire minimum garanti. Les montants sont indiqués sur un panneau de recrutement à l'entrée d'une usine. Découpe de fils : 4000 yuans. Emballage : 5000 yuans. Repassage : 7000 yuans. Cette dernière tâche implique de travailler constamment debout par une forte chaleur, ce qui explique la différence de rémunération.

NOTRE COMMANDE

Dans le hall de l'usine, notre enquêtrice parvient à prendre une photo d'une robe de fillette, un vêtement simple orné de fleurs bleues sur un tissu blanc. Elle estime que, pour un tel article, une couturière touche au plus 3 yuans, soit 43 centimes. Nous cherchons la robe et la trouvons sur le site web de Shein. Elle y est vendue 11 francs et a déjà reçu 160 commentaires. Rien d'étonnant puisque, pour chaque commentaire ajouté sur l'application Shein, on reçoit des points qui peuvent être utilisés pour acheter d'autres produits. La quasi-totalité des commentaires sont en arabe, certains en anglais : « I lovvveeeeeeee itttt », « May baby like it so much ».

Je commande la robe le 7 septembre. Grâce au code promotionnel « CH Special » – on trouve toujours un code à faire valoir sur le site –, le prix d'achat descend à 9,90 francs, soit 1,10 franc de réduction. Les coûts d'expédition s'élèvent à 6,42 francs. Ce système n'est visiblement pas pensé pour des commandes uniques. Le lendemain, j'apprends que la robe a été emballée dans un « entrepôt international », et que le colis a été désinfecté, stérilisé et expédié. Aucune information n'est donnée sur l'emplacement de ce dépôt, que ce soit dans le résumé de ma commande ou sur le site web de Shein.

→



Le travail de nuit est monnaie courante dans les petits ateliers.

De nombreuses heures dans l'entrepôt

L'organisation avec laquelle nous sommes en contact s'est posé la même question, et a découvert que l'énorme entrepôt principal de Shein s'appelle Ambo. Il appartient à l'entreprise de logistique états-unienne Prologis et se trouve à Foshan, à environ une heure de route des usines de Guangzhou. Il emploie quelque 10 000 personnes qui font tourner le site 24 heures sur 24, 365 jours par an.

Parmi les douze entretiens menés avec des employé-e-s du centre de logistique, on constate que les horaires de travail sont aussi extrêmement longs : 12 heures par jour en temps normal, jusqu'à 14 en période de pointe ; un minimum de 22 jours par mois, 24 à 28 pour la plupart du personnel. La raison : le salaire à la pièce est multiplié par deux à partir du vingt-troisième jour ; dans ce centre, le salaire est composé d'une partie fixe et d'une partie à la pièce. Donc ici aussi, quiconque est prêt à travailler pour deux peut gagner un bon salaire : 7000 yuans (environ 1000 francs suisses) en temps normal, et jusqu'à 50 % de plus en période de pointe. Ces horaires sont aussi contraires au droit chinois.

En réponse à nos questions, Prologis se contente d'affirmer qu'elle est bien propriétaire de l'entrepôt. Mais les clients qui louent un espace dans ses locaux sont les seuls responsables de l'exploitation. En ce qui concerne les heures de travail excessives, il n'y aurait « aucune indication de violation ».

« C'est votre jour de chance ! »

Neuf jours après avoir passé commande, la robe arrive dans ma boîte aux lettres. Je la sors de son sachet plastique, touche le polyester et veux tout de suite la renvoyer. L'adresse de retour n'est pas celle du centre de logistique

belge de Liège, comme c'était pendant longtemps le cas pour les articles commandés en Europe (voir notre article page 16), mais celle d'un site à Hong Kong. Je calcule en ligne combien me coûterait le renvoi : même si j'emballais la robe dans une simple enveloppe, je devrais payer 9 francs, soit presque autant que ce qu'elle m'a coûté.

La situation serait différente si je vivais en Allemagne : mon collègue David Hachfeld a commandé le même article à son adresse allemande. Il a aussi voulu renvoyer la robe, mais Shein a tout simplement refusé : « C'est votre jour de chance ! Vous pouvez garder l'article à nos frais. » Le prix de vente lui a immédiatement été remboursé. La raison de cette différence de traitement : Shein offre en Allemagne un droit de retour sans frais et aurait donc dû payer les coûts d'expédition, ce qui ne vaut visiblement pas la peine pour une robe à moins de 10 euros.

« On voit bien que le travail a dû être vite fait »

Comme nous ne pouvions de toute façon par retourner le produit, nous avons voulu en savoir plus sur notre acquisition. Nous avons donc demandé l'avis de spécialistes. Dans l'atelier de couture IDM, à Thoune, nous avons montré la robe à des aspirant-e-s stylistes, après avoir pris soin de retirer l'étiquette Shein afin d'obtenir un avis le plus neutre possible. Mais rien de positif n'en est ressorti : « Oups, ici le tissu n'a pas été piqué », constate une étudiante en inspectant l'ourlet. « Les coutures ne devraient pas être froissées comme ça, le tissu n'a pas été repassé », ajoute une collègue. Autres critiques : « Le fil n'est pas bien tendu. » « Les coutures ne sont pas régulières. » « Ces fils auraient dû être coupés. » Conclusion de l'un des



Les matériaux sont livrés par chariot aux nombreux sous-traitants de Shein.



L'habit commandé par Public Eye est passé au peigne fin par des étudiant-e-s de l'IDM de Thoune.

étudiants : « On voit bien que le travail a dû être vite fait. » Pour la formatrice, à qui nous présentons aussi d'autres articles de Shein, le constat n'est pas si négatif : le travail de confection oscille entre le bon et le mauvais mais, dans l'ensemble, il correspond tout à fait aux normes de la mode éphémère. Cependant, selon elle, les matériaux sont parfois tellement bon marché qu'il serait difficile de les vendre en magasin.

LE BILAN

Pour conclure, repartons à 9000 kilomètres à l'est de la bourgade de Thoune pour tenter de tirer un bilan dans la mégapole de Guangzhou. Quiconque s'attendait, compte tenu des prix pratiqués par Shein, à des salaires extrêmement bas sur les sites de production, peut à première vue être surpris : en fabriquant des vêtements pour le géant chinois, on peut gagner plus de 5410 yuans par mois, ce qui correspond au salaire vital calculé par l'*Asia Floor Wage Alliance*, une fédération de syndicats et d'organisations de la société civile de pays du Sud. Mais ce chiffre brut est trompeur, car chacune des dix personnes interrogées occupe en fait l'équivalent de deux emplois : onze, douze, parfois treize heures par jour, généralement sept jours sur sept, sans bonus pour les heures supplémentaires. Shein profite systématiquement du fait que ces travailleurs et travailleuses soient prêt-e-s à renoncer à un minimum de sécurité, de liberté et de qualité de vie – par manque d'alternatives.

Aucune des personnes interrogées n'a un contrat de travail et, selon nos informations, aucune ne bénéficie de cotisations à la sécurité sociale. Par ailleurs, de nombreuses fabriques ne répondent même pas aux normes de sécurité les plus rudimentaires. Tout cela est contraire au droit chinois.

Dans son code de conduite, Shein exige de ses fournisseurs qu'ils « respectent pleinement la réglementation locale ». Lorsque nous confrontons Shein avec nos découvertes, nous recevons rapidement une confirmation automatique : l'équipe chargée du développement durable de Shein a reçu « nos suggestions et nos commentaires » et « assurera un suivi dès que possible ». Puis nous n'entendons plus rien ; lorsque nous les relançons, nous recevons à nouveau le même message généré automatiquement. Nous ne savons même pas si notre courriel a été lu par un être humain.

Qu'y a-t-il d'inscrit sur le sweat-shirt à capuche que l'on peut acheter pour 9 francs sur le site de Shein ? « Fun Fact : I don't care ». En français : « Ce qui est drôle, c'est que ça m'est égal. » ■



Pour plus de photos ou pour partager cet article : stories.publiceye.ch/shein



Shein, le fantôme de Liège

Il y a sept ans, un partenaire commercial du fondateur de Shein a décidé de créer en Belgique un centre pour le traitement des retours de colis. Dans la zone industrielle de Liège, des centaines d'employé-e-s traitaient les articles renvoyés à Shein, dans des conditions précaires et essentiellement à l'abri des regards. Jusqu'à ce que soudain, à la fin de l'été, plus aucun colis n'arrive dans l'entrepôt.

TIMO KOLLBRUNNER

En début d'année, une petite cérémonie a eu lieu à l'aéroport de Liège. Un investisseur chinois, du nom de Liansen Tan, a été mis à l'honneur par le gouvernement wallon. Son mérite : il y a six ans, il a permis à l'aéroport de Liège, et ainsi à la Wallonie, d'accéder au marché chinois.

Les activités commerciales de groupes chinois en Europe sont devenues un sujet brûlant dans la région dès la fin de 2018, lorsque le géant du commerce électronique Alibaba a annoncé vouloir construire un énorme centre logistique à l'aéroport de Liège. Si certains voient avant tout dans l'arrivée du pendant chinois d'Amazon la perspective de 900 nouveaux emplois dont cette région a grandement besoin, d'autres s'opposent avec véhémence

à l'arrivée d'Alibaba à Liège. Rassemblés sous la bannière « Stop Alibaba & co », ils critiquent le projet d'expansion de l'aéroport. En cause : la forte consommation de kérosène, l'augmentation du trafic de camions et les nombreux vols de nuit occasionnés.

Tout a donc commencé avec Liansen Tan. Sur le blog Expattime.be, il racontait l'année dernière comment il avait atterri en Belgique un matin pluvieux de novembre 2014, avec pour mission de construire un centre logistique pour le magasin en ligne d'un « vieil ami d'école ». Le vieil ami en question n'était autre que Xu Yangtian ; et le magasin en ligne Shein. Liansen Tan a appelé son entreprise de Liège « EC Hub », l'abréviation de « E-Commerce Hub ». Du jamais vu : il allait construire ici

un centre de retour de produits pour toute l'Europe, qui aurait aussi la capacité d'assurer les réexpéditions, afin qu'il ne soit « plus nécessaire de renvoyer les produits en Chine », raconte Liansen Tan, non sans fierté.

Une candidature spontanée sans succès

En cherchant ce EC Hub sur internet, on trouve des avis d'ancien-ne-s employé-e-s sur la plateforme d'évaluation des employeurs Glassdoor, le moteur de recherche d'emplois Indeed ou sur Google. L'image véhiculée par ces quelque 80 commentaires n'est pas des plus reluisantes, et la palette des griefs est vaste. La critique qui revient le plus souvent : des « quotas hors normes », « impossibles à atteindre ». Celles et ceux qui ne parviennent pas à traiter le nombre d'articles imposé perdent vite leur emploi. Plusieurs déplorent « des conditions de travail à la chinoise », et un commentaire fait le constat suivant : « Je déconseille, sauf si vous voulez tomber en dépression. Cette entreprise est tout sauf humaine. »

Je n'ai pas envie de tomber en dépression, mais ces commentaires ont piqué ma curiosité. Je poste donc en répondant à une annonce sur Facebook (assez ancienne) indiquant que EC Hub cherche trente manutentionnaires. La réponse arrive le lendemain : il n'y a pas de postes à pourvoir actuellement, mais on me recontactera quand ce sera le cas.

« Nous avons essayé d'utiliser Google Translate pour savoir exactement ce que nous devons faire. »

Une employée de l'entrepôt de Shein

Je ne veux pas attendre si longtemps. Par chance, on nous met en contact avec Cédric Leterme, un politologue qui mène notamment des recherches sur le commerce en ligne et s'engage aussi dans le mouvement contre les avions d'Alibaba à l'aéroport de Liège. Lors de notre premier entretien, il nous explique n'avoir jamais entendu parler d'EC Hub ou de Shein. Mais il a ce qui compte le plus dans ces cas-là : les bons contacts.

Sudoku, chips et Uno

Un mardi matin de septembre, Cédric et moi nous retrouvons alors au centre de Liège, autour d'une table avec quatre autres personnes : Daniel Maratta, secrétaire de province pour le syndicat UBT-FGTB, Ludovic Moussebois de l'autre grand syndicat CSC-Transcom, puis « Robert » et « Simone », dont nous taïrons les vrais noms, qui travaillent pour EC Hub. Enfin... « travailler » n'est plus le bon terme, nous précise-t-on rapidement. Depuis fin juillet, ces deux-là n'ont plus rien à faire. Robert et Simone

nous montrent une vidéo sur un téléphone portable. Dans un grand entrepôt, quelques employé-e-s rigolent assis-e-s autour d'une table sur laquelle traînent des bonbons, des chips, un livret de sudoku et des cartes d'Uno. « On est devenu très fort à ce jeu », nous dit Robert.

Une telle situation aurait été inconcevable il y a encore quelques mois. Au cours d'une journée de juin chez EC Hub, plus de 30 000 retours ont été déballés, saisis et stockés, tandis que, dans l'entrepôt, quelque 23 000 articles ont été emballés pour être expédiés. C'est ce qu'indique l'un des messages que les responsables d'équipe s'envoyaient systématiquement en fin de journée. « À ce moment-là, les choses fonctionnaient encore bien », affirme Simone, qui semble elle-même un peu surprise.

Google Translate à la rescousse

Simone travaillait aux retours. Ses tâches : ouvrir les colis – en provenance de Belgique, mais aussi d'Allemagne, d'Italie ou de Suisse –, déballer les articles, les scanner dans le système, initier le remboursement. Et ce quel que soit l'état du vêtement : le prix d'achat est toujours remboursé, nous précise-t-elle. D'une part, parce que les produits Shein présentent très souvent des défauts d'usine ; d'autre part parce que le système informatique n'est pas suffisamment sophistiqué pour pouvoir saisir séparément les retours non remboursables. Pour Simone, ce système était l'un des aspects les plus fastidieux de son travail. La raison principale : il est en mandarin. « Nous avons essayé d'utiliser Google Translate pour savoir exactement ce que nous devons faire. »

1500 articles défectueux par jour

Simone travaille dans ce centre depuis plusieurs années et a vécu en temps réel l'ascension fulgurante de Shein. Au début, il n'y avait pas de stock, nous raconte-t-elle. Puis la quantité de produits retournés a augmenté de façon exponentielle, et avec elle le nombre d'articles abîmés ou introuvables dans le système, et donc impossibles à classer. Ces derniers temps, il y en avait 20 à 30 par shift, nous précise-t-elle. Avec 25 employé-e-s et deux shifts quotidiens, on arrive chaque jour à 1500 produits pour lesquels Shein n'a plus aucune utilité. Au début, ils étaient autorisés à prendre les articles à la maison, explique Simone. Puis, pendant un certain temps, les retours défectueux étaient donnés à des œuvres caritatives, et dernièrement vendus au kilo à un commerçant qui retirait les étiquettes Shein et revendait les produits « quelque part hors d'Europe ».

Le poste de Robert consistait à trier et ranger dans l'entrepôt les articles retournés : une caisse pour les t-shirts, une autre pour les vestes, les jeans, etc. Rien de sorcier, s'il n'y avait pas eu des objectifs à tenir. À ses débuts, en été, il devait ranger 1600 articles par jour ; un rythme encore gérable tant que les caisses n'étaient pas

pleines à craquer et qu'il perdait un temps fou à en trouver une où il restait encore de la place. Par la suite, les quotas sont montés à 1800, « et c'était en hiver, quand il y a beaucoup plus de vêtements lourds et épais, et que c'est donc encore plus difficile de trouver de la place ». Simone et Robert nous expliquent que la non-atteinte des objectifs était le motif de licenciement le plus courant, et de loin. Des employé-e-s auxiliaires auraient souvent été mis-e-s à la porte après une seule journée de travail.

Des syndicalistes s'en mêlent

Les syndicalistes Daniel et Ludovic n'ont jamais vraiment réussi à entrer dans EC Hub. Ils s'en sont pourtant approchés au printemps 2020, nous raconte Ludovic. Ils avaient alors reçu de nombreux appels de travailleurs et travailleuses du centre qui se plaignaient de changements soudains dans leurs horaires de travail, de licenciements abusifs, de l'absence de places de parking et du niveau de leur salaire. La quasi-totalité avait le statut de « magasinier type 1 », la classe salariale la plus basse à 12,63 euros brut de l'heure. Le syndicat de Daniel s'engage pour un salaire minimum intersectoriel de 14 euros de l'heure. Mais il précise que la catégorie la plus basse ne devrait s'appliquer qu'à des employé-e-s qui effectuent des tâches uniques et répétitives. « Ce qui n'est clairement pas le cas chez EC Hub. » Ludovic et Daniel voulaient clarifier ce point et de nombreux autres avec la directrice chinoise du centre. Elle les a écoutés et a acquiescé d'un signe de tête, « mais elle n'a compris que ce qu'elle voulait vraiment comprendre », estime Ludovic.

La création d'une délégation syndicale au sein d'EC Hub s'est également avérée impossible car elle aurait nécessité qu'un quart des effectifs l'approuvent par écrit. Or comme la plupart des employé-e-s ne travaillent au centre que quelques semaines, c'était tout simplement impossible. « Nous avons laissé tomber », regrette Daniel.

Selon les données disponibles sur un site belge d'informations d'entreprises, la vaste majorité du personnel d'EC Hub a un contrat à durée indéterminée. Mais les témoignages concordants des deux employé-e-s et des syndicalistes laissent entrevoir une tout autre réalité. C'est d'ailleurs à ce sujet que le syndicat de Daniel a pour la dernière fois été en contact avec la direction du centre début 2021.

Celle-ci réclamait qu'un accord soit signé pour permettre de travailler aussi le week-end. Les syndicalistes étaient prêts à entrer en négociations, mais à une seule condition : qu'EC Hub engage beaucoup plus de personnel à durée indéterminée, soit un minimum de 50 au lieu des 25 qui disposaient alors d'un tel contrat. L'entreprise aurait ensuite embauché deux ou trois personnes supplémentaires, avant que ne s'opère un changement stratégique. Un jour d'été, Simone et ses collègues ont soudain reçu l'ordre de ne plus emballer avec soin les retours, mais de les entasser tels quels sur des palettes pour qu'ils soient ensuite expédiés – « directement en Chine », pense Simone. Il n'y avait plus rien à trier ou ranger dans le dépôt, et Robert aidait donc aussi à débarrer les articles retournés. Jusqu'à ce qu'un jour, plus aucun colis n'arrive à l'entrepôt.

Désormais, c'est l'antenne locale de l'entreprise de logistique chinoise YunExpress qui se charge du retour des produits Shein depuis l'Europe – en tout cas d'une grande partie d'entre eux. Simone nous indique qu'un employé de YunExpress a récemment pris contact avec elle pour lui demander comment le système fonctionne.

Visite sur site

Nous prenons la route en direction de Herstal et nous arrêtons devant l'entrepôt d'EC Hub. La façade vitrée porte l'inscription #meetSHEIN, et la porte du bâtiment est ouverte. Deux hommes assis dans l'entrée boivent du café dans des gobelets en plastique. « On attend qu'il y ait de nouveau de l'action par ici », nous explique l'un d'eux.



Retours de marchandises dans les entrepôts...



... puis plus rien à trier ou ranger dans le dépôt.



Les entrepôts d'EC Hub sont directement reliés à la Chine par voie ferrée.



Forte augmentation du trafic aérien à l'aéroport de Liège.

Nous lui demandons quand cela devrait arriver, et il nous répond « aucune idée ». Dans l'entrepôt, un jeune homme zigzague au volant d'un chariot vide entre les dernières palettes restées là. Quelques travailleurs et travailleuses, que nous reconnaissons de la vidéo, sont assis-e-s autour d'une table blanche.

Deux femmes asiatiques viennent rapidement à notre rencontre. Elles veulent savoir ce que nous cherchons ici. Elles ne souhaitent pas répondre à nos questions. Il faut les adresser « à la Chine », nous disent-elle. D'accord, mais à qui en Chine ? « À nos clients. » À Shein ? Elles n'ont pas d'adresse à nous donner, mais nous invitent à laisser nos coordonnées pour qu'elles puissent transmettre nos questions « aux clients ». Nous acceptons – mais ne recevons jamais rien.

Nous décidons d'aller faire un tour à l'aéroport. YunExpress s'est installé dans une halle récemment construite tout au bout du gigantesque complexe logistique de l'aéroport de Liège, au bord des voies ferrées qui mènent jusqu'en Chine. Deux caristes nous montrent le chemin : « Shein est là-bas ». Dans un grand entrepôt, rempli de cartons en rangée sur des palettes, nous rencontrons un employé qui n'a visiblement pas très envie de nous parler non plus. Nous lui demandons si les activités d'EC Hub ont bien été reprises ici il y a quelques semaines. « C'est possible », nous répond-il sur un ton suffisant. Il ne peut pas nous en dire plus et nous conseille de contacter directement Shein. Mais il ajoute quand même que YunExpress est uniquement responsable des expéditions ; l'emballage se fait ailleurs. Puis il se remet au travail.

Des perspectives incertaines

Le contrat de Robert avec EC Hub arrive bientôt à échéance. Il prévoit ensuite de passer un permis de cariste et aimerait travailler pour Alibaba à l'aéroport. Simone veut voir comment les choses évoluent. Jusqu'à présent, la direction a toujours répété qu'EC Hub n'allait pas mettre la clé sous la porte. Et Simone pense que retrouver un poste fixe ailleurs serait difficile. Daniel nous a dit que

YunExpress avait récemment contacté le syndicat pour tenter de trouver un terrain d'entente sur le travail pendant le week-end. Il a préparé un projet d'accord qu'il a ensuite remis à l'entreprise mais, à ce jour, il n'a toujours pas reçu de réponse. ■

Que faire contre la mode éphémère et la surconsommation ?

Il est important que chacun et chacune d'entre nous change ses habitudes de consommation, notamment en matière de vêtements. Or une consommation responsable ne permettra pas à elle seule de sauver le monde. Compte tenu de l'ampleur et de la multiplicité des problèmes, ainsi que de l'urgence des mesures requises, une intervention efficace des responsables politiques et une redirection de l'économie sont indispensables. Pour Public Eye, les questions de consommation ne doivent donc pas être appréhendées comme une problématique isolée, mais comme une composante de notre action visant à façonner une économie plus durable et équitable pour les êtres humains et l'environnement. Notre approche est centrée sur le respect des droits humains et guidée par la volonté d'agir ici, en Suisse, pour un monde plus juste.



Pour en savoir plus sur l'approche de Public Eye au sujet de la consommation :

publiceye.ch/consommation-critique



Les Pandora Papers vont-ils faire bouger la politique suisse ?

Les Pandora Papers ont récemment défrayé la chronique. Dans la plus grosse fuite de données sur les paradis fiscaux, des avocat-e-s et fiduciaires suisses jouent une fois de plus un rôle de premier plan. Ils ont été impliqués dans la création de milliers de sociétés offshore. Les autorités helvétiques doivent rapidement mener les réformes nécessaires pour mettre un terme à l'utilisation abusive des sociétés boîtes aux lettres.

DAVID MÜHLEMANN

En juin dernier, le lobby des avocat-e-s a réussi, avec le soutien de la majorité parlementaire bourgeoise, à empêcher l'introduction de devoirs de diligence raisonnable pour les avocat-e-s, fiduciaires et autres conseillers et conseillères destinés à lutter contre le blanchiment d'argent (lire notre magazine de juin). Six mois plus tard, les Pandora Papers, révélés par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), dont la cellule enquête de Tamedia fait partie, ont montré comment des avocat-e-s et fiduciaires helvétiques facilitent l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent, en proposant des montages pour dissimuler des avoirs via des sociétés offshore enregistrées dans des paradis fiscaux.

Un paradis pour la criminalité économique

Début septembre, avant ces révélations, nous avons lancé notre campagne sur la corruption et le blanchiment d'argent en Suisse. Dans notre petit manuel à l'usage des criminel-le-s en col blanc, publié sur notre site internet,

nous leur donnons de précieux conseils pour blanchir leur argent sale en Suisse. Vous avez toujours voulu tester votre talent pour la criminalité économique ? Le quiz présenté dans notre dernier numéro vous aidera à en connaître toutes les ficelles.

Au-delà de la satire, le blanchiment d'argent et la corruption ont des conséquences dramatiques et nécessitent des mesures fortes pour lutter contre de telles pratiques. Selon des estimations de l'ONU, l'économie mondiale perd chaque année quelque 3600 milliards de dollars (US) à cause de la corruption et d'autres agissements criminels. Cet argent manque cruellement aux pays défavorisés. La corruption contribue à l'instabilité des institutions, entraîne une mauvaise gestion et une utilisation inappropriée des fonds publics. De nombreux pays manquent aujourd'hui de ressources financières pour la santé publique et le soutien à l'économie locale. La Suisse a une part de responsabilité : la plupart des grandes affaires de corruption internationale impliquent la place financière helvétique.

Des sociétés boîtes aux lettres pour dissimuler l'origine de fonds

Les sociétés boîtes aux lettres ne sont pas forcément vouées à des activités illégales. Mais c'est ce type de montages qui est le plus souvent utilisé pour dissimuler des transactions douteuses ou en masquer les véritables bénéficiaires économiques (pour en savoir plus, découvrez notre enquête sur les sociétés boîtes aux lettres, page 22). Selon le Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS), près de la moitié des soupçons communiqués concernent de telles sociétés de domicile. Et dans près de 12 % des cas, ces constructions juridiques sont enregistrées en Suisse. La corruption fait partie des principaux soupçons signalés.

Pas la moindre réforme législative

Les Pandora Papers mettent en évidence le rôle central de la Suisse dans cette économie parallèle. Les principales victimes sont les citoyens et citoyennes des États dont les recettes sont amputées en raison de ces pratiques. Plutôt que de servir à construire des écoles ou des hôpitaux, cet argent finance de luxueuses propriétés et des yachts privés. Selon le ministre des Finances, Ueli Maurer, la place financière suisse en pâtit également, car ces prestataires de services financiers douteux mettent sa réputation en danger.

Parmi les 20 000 structures offshore créées par le cabinet panaméen Alcom, plus d'un tiers sont liées à des avocat-e-s, fiduciaires et autres conseillers et conseillères helvétiques. Il n'est pas surprenant que la majorité bourgeoise du Parlement ait refusé, au printemps dernier, d'étendre la loi sur le blanchiment d'argent (LBA) aux activités de conseil pour les structures offshore, notamment par les avocat-e-s – obéissant ainsi à la volonté de leur lobby. Lorsque les spécialistes du blanchiment d'argent du Groupe d'action financière (GAFI) se pencheront de nouveau sur la Suisse et sa place financière, l'effet boomerang est garanti, comme cela a déjà été le cas avec le secret bancaire.

L'urgence de la transparence sur les personnes morales

Il est également nécessaire d'agir sur la transparence des personnes morales et autres constructions juridiques. Au sein du GAFI, les États membres discutent actuellement d'une éventuelle révision de la recommandation 24 sur la transparence et les bénéficiaires effectifs des personnes morales ; la décision devrait être prise en février 2022. La divulgation des ayants droit économiques des sociétés – c'est-à-dire des personnes physiques qui en ont réellement le contrôle – est une des mesures les plus efficaces pour lutter contre la criminalité économique. Pourtant, le Conseil fédéral a toujours choisi l'inaction. Dans le cadre des discussions sur la révision de la recommandation 24, il s'applique à maintenir le statu quo, en s'engageant à

« une valorisation de la réglementation suisse ainsi qu'à une norme internationale suffisamment flexible ». Un fait étonnant : le Conseil fédéral a visiblement élaboré la position officielle de la Suisse en concertation avec le secteur financier – avant que le Parlement n'ait été consulté.

Un registre central des bénéficiaires économiques serait un premier pas vers plus de transparence sur les liens de propriété. Les discussions en cours laissent penser que la norme du GAFI n'exigera certainement pas des registres publics, ce que Public Eye déplore. Ceux-ci permettraient en effet une meilleure coopération internationale dans la lutte contre le blanchiment d'argent – un crime qui, souvent, ne s'arrête pas aux frontières nationales.

Le Conseil fédéral et le Parlement doivent agir – contre leur volonté

Pour ne pas revivre la débâcle du secret bancaire, la Suisse doit rapidement tirer les leçons des Pandora Papers et combler les lacunes juridiques qui facilitent l'évasion fiscale et la criminalité économique sur la place financière helvétique. Public Eye demande au ministre des Finances, Ueli Maurer, de soumettre sans tarder des amendements législatifs au Parlement : la Suisse doit introduire au plus vite un registre public et central des bénéficiaires économiques réels des sociétés. Il est par ailleurs impératif de soumettre les conseillers et conseillères des sociétés offshore aux obligations de diligence raisonnable prévues par la loi sur le blanchiment d'argent. Pour soutenir nos revendications, aidez-nous à « corrompre » Ueli Maurer en lui envoyant un faux billet de 1000 francs pour lui montrer combien de personnes n'ont « pas envie » de tolérer la corruption. ■

Avez-vous déjà signé la pétition ?

publiceye.ch/corrompre-ueli





Geneva offshore

Voyage au cœur d'une cité boîte aux lettres

Pas de bureau, pas d'autre personnel qu'un administrateur qui gère les comptes et la correspondance : l'existence des sociétés de domicile se résume pratiquement aux plaques en laiton qui ornent les discrètes allées d'immeubles. Cinq ans après les Panama Papers, les révélations des Pandora Papers démontrent à nouveau le rôle central joué par l'industrie offshore suisse, composée d'avocat.e.s et de cabinets fiduciaires, dans les circuits internationaux d'évasion fiscale. En Suisse, on retrouve ces sociétés sans substance mêlées à près de la moitié des soupçons de corruption et de blanchiment transmis aux autorités helvétiques. Dans la cité de Calvin, elles représentent près d'un tiers du tissu économique.

Genève n'est pas la ville des postiers. Dans les allées de boîtes aux lettres, les acronymes de sociétés essaient ou disparaissent dans une discrète anarchie. Sous la raison sociale de ce cabinet d'avocat-e-s poussent des dizaines de noms d'obscures sociétés. À l'adresse de cette fiduciaire, une centaine de structures affichant plus ou moins de substance. La plupart auront disparu dans quelques mois, ne laissant que quelques lignes biffées dans un registre du commerce tourmenté.

Tout comme certaines vedettes de l'industrie offshore, disparues en raison de « dommages irréparables » infligés à leur réputation. « Mossack Fonseca, habitez-vous dans la maison ? », s'inquiétait en avril 2016 le consciencieux facteur, laissant une affichette dans l'allée du 4 Micheli-du-Crest.¹ Dans la précipitation des révélations du Consortium international de journalistes d'investigation (ICIJ), les fondateurs du cabinet d'avocats au cœur des Panama Papers n'avaient pas informé la Poste de la fermeture de leur succursale genevoise.

Comme révélé il y a cinq ans, c'est depuis cet immeuble résidentiel d'une rue sans histoire que plus de 38 000 sociétés de domicile avaient été créées dans des juridictions caribéennes par quelque 1277 intermédiaires helvétiques. Une recherche participative, menée en juin 2021 avec le soutien de bénévoles de Public Eye, le démontre : deux tiers des 211 administrateurs et administratrices particuliers se sont envolés dans la nature, mais au moins 120 des 153 cabinets d'avocat-e-s épinglés dans les Panama Papers (78 %) sont encore ouverts. Et parmi les 821 autres sociétés suisses spécialisées dans l'ingénierie d'entreprise (fiduciaires et autres gérants d'actifs), les trois quarts sont aussi toujours en activité (73 %). Le solde des intermédiaires étant composé de sociétés non identifiées.

Comme le révèlent les Pandora Papers, une fuite de données massive issue de quatorze cabinets fiduciaires internationaux et rendue publique par le ICIJ, les intermédiaires suisses jouent toujours un rôle central dans la constitution de sociétés-écrans destinées à masquer l'origine de fonds et leur véritable propriétaire. Sur les quelque 20 000 sociétés offshore du cabinet panaméen Alcomal, plus d'un tiers étaient liées à des avocats, fiduciaires ou conseillers basés en Suisse. Leur clientèle ? Des monarques, des despotes de pays autoritaires ou des criminels. Les révélations successives n'ont donc pas interrompu la frénésie domiciliaire, ni conduit un quelconque de ces intermédiaires financiers derrière les verrous, ni même poussé les autorités helvétiques à renforcer substantiellement la loi contre le blanchiment d'argent (LBA). Et les intermédiaires ne se contentent pas

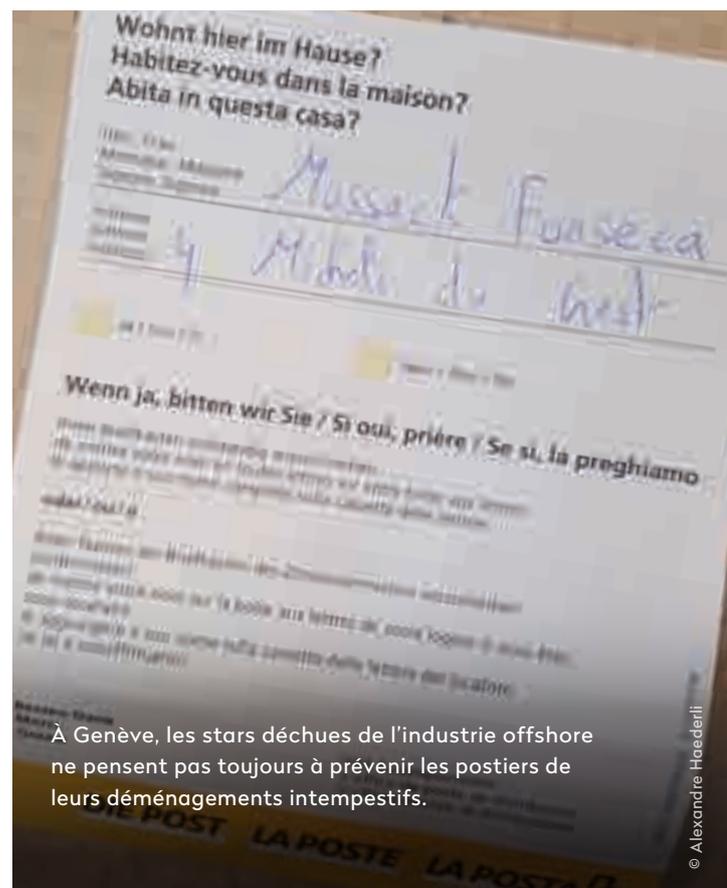
de déployer leur ingénierie offshore « made in Switzerland » dans des juridictions exotiques.

Le terme anglosaxon « offshore » a une connotation négative mais, contrairement à certaines idées reçues, il ne renvoie pas qu'à des juridictions « au large » ou des paradis fiscaux comme les Îles Vierges britanniques, Guernesey ou Jersey, mais fait appel à la notion d'extraterritorialité. Soit, dans le cas présent, une société enregistrée en Suisse, non pour y exercer une activité commerciale, mais pour profiter d'avantages fiscaux ou réglementaires locaux. Par ailleurs, les banques helvétiques revendiquent toujours la gestion de plus d'un quart des actifs transfrontaliers mondiaux. Ce qui fait de la Suisse la première place financière « offshore » au monde.

Le postier et la boîte aux lettres

Public Eye a cartographié la structure entrepreneuriale des grands « hubs » de domiciliation de Suisse ; de Genève à Zoug, en passant par le Tessin. Connu pour héberger un grand nombre de sociétés dites « sans substance », le canton de Fribourg a également été inclus dans notre enquête. Dans ces quatre cantons, nous avons recensé près de 33 000 sociétés dépourvues de substance. Conséquence directe sur le paysage entrepreneurial : des lignées d'immeubles boîtes aux lettres qui peinent à revendiquer un seul employé et des sociétés-écrans qui fleurissent et meurent au gré des turbulences politico-judiciaires.

Pour le postier, la procédure est entendue en cas de destinataire introuvable. Un avis de recherche, une annotation sur le scanner de poche pour signifier la →



¹ L'anecdote provient d'un article de Pierre-Alexandre Sallier et Alexandre Haederli dans la Tribune de Genève/24 Heures. Panama Papers : plainte classée contre l'informaticien genevois, publié en version papier le 8 décembre 2016.

À Genève, les stars déchues de l'industrie offshore ne pensent pas toujours à prévenir les postiers de leurs déménagements intempestifs.



LA SUISSE – PARADIS DES SOCIÉTÉS BOÎTES AUX LETTRES

Une enquête de Public Eye révèle que près de 33 000 sociétés dépourvues de substance sont domiciliées dans les cantons de Genève, Zoug, Fribourg et au Tessin.

disparition du destinataire, et le fichier central AMP des postiers est à jour pour la prochaine tournée. Les cas les plus compliqués ? Les immeubles locatifs remplis de sous-locations et leur pendant corporatiste : les immeubles d'avocat-e-s où se terrent un grand nombre de sociétés de domicile, selon Michel Guillot, qui a exercé le métier pendant vingt-cinq ans.

C'est le point commun aux quatre localités de notre étude : un nombre élevé de cabinets d'avocat-e-s, de fiduciaires, notaires et autres intermédiaires financiers, dont une part conséquente est dédiée à la création d'entreprises et à la réalisation de montages organisationnels complexes, souvent via d'autres juridictions connues pour leur opacité.

Bien que légaux, ces montages permettent de dissimuler certaines transactions et/ou d'en cacher le véritable bénéficiaire économique (UBO, dans le jargon anglo-saxon). La Banque mondiale s'en inquiète régulièrement dans le cadre de sa lutte contre la criminalité en col blanc. « La majorité des dossiers de grande corruption ont en commun le fait qu'ils s'appuient sur des structures juridiques, comme les sociétés, les fondations ou les trusts pour dissimuler la propriété et le contrôle de l'argent sale », prévenait-elle en préambule de son ouvrage *Les Marionnettistes : Comment dissimuler les biens mal acquis derrière des structures juridiques, et que faire pour l'empêcher*.

Avant de jouer aux postiers, il s'agit de définir les caractéristiques principales des sociétés que nous cherchons à identifier. Parmi les indices à scruter : 1) absence d'activité opérationnelle ou commerciale, 2) absence de personnel (hormis la direction et les administrateurs ou administratrices), 3) domiciliation chez une fiduciaire, cabinet d'avocat-e-s ou notaire, 4) la complexité de la structure (par exemple avec plusieurs couches organisationnelles superposées avant d'arriver à une personne physique) ou 5) le fait qu'elle partage une même directrice ou un administrateur avec un grand nombre d'autres sociétés. Et plus prosaïquement : 6) une consommation anorma-

lement faible de chauffage, d'électricité et de données internet peut aussi constituer un signal. Mais ces dernières informations ne sont pas accessibles au public.

La nature « vaporeuse » du tissu économique

L'enquête de Public Eye révèle que Genève compte quelque 13 600 sociétés sans substance, réparties dans des immeubles où des cabinets d'avocat-e-s et des fiduciaires administrent les affaires courantes. Sur le net, les facilitateurs *low cost* n'hésitent pas à offrir leurs services pour « créer une société en Suisse sans y être domicilié » en quelques clics et en moins de deux semaines. Certains proposent même un service de conciergerie d'entreprise avec des numéros helvétiques pour faire illusion ainsi que la redirection des appels téléphoniques et du courrier dès 99 francs par mois. Et comme la Suisse refuse de se doter d'un registre public des bénéficiaires ultimes des sociétés, qui permettrait d'identifier les personnes physiques derrière les sociétés de domicile, la discrétion est garantie.

L'essence opaque de ces sociétés complique la recherche quantitative. Il est difficile d'arrêter un chiffre définitif sur le nombre de sociétés boîtes aux lettres, mais il est possible d'en faire une estimation, à travers différentes bases de données. La méthode la plus basique consiste à prélever le nombre d'inscriptions au registre du commerce genevois, et à lui soustraire le nombre de numéros de téléphone d'entreprises figurant au répertoire search.ch. Nous avons dénombré 45 351 sociétés genevoises à la fin août 2020. En soustrayant les 31 056 numéros de téléphone, le différentiel est de 14 295 sociétés. Il s'agit de l'estimation la plus imprécise puisque certaines d'entre elles pourraient exercer une réelle activité commerciale, tout en renonçant à s'inscrire au répertoire téléphonique. Inversement, à Genève, plusieurs sociétés fiduciaires proposent un service incluant l'octroi d'un numéro avec préfixe local.

La deuxième méthode consiste à répertorier, sur la base de données anonymes issues de la Statistique

Éteindre un feu pour en allumer un autre

C'est assez rare, mais il arrive à certains intermédiaires financiers d'être inquiétés par la justice pour avoir créé des sociétés offshore. C'est le cas du gestionnaire d'actifs Driancourt & Cie, autrefois basé Cours de Rive 3, qui a baigné dans une affaire de corruption datant de 2007. La société genevoise avait été mandatée par Dredging International Services, succursale chypriote du groupe pétrolier belge DEME, pour transférer des pots-de-vin à de hauts cadres nigériens en échange de contrats pour des travaux de dragage.

Pour dissimuler les versements, Driancourt & Cie, ainsi que son directeur Alain Driancourt, avaient créé trois sociétés offshore liées à des comptes bancaires chez Credit Suisse et

EFG Bank, assorties de plusieurs millions d'euros de commissions à la clé pour les intermédiaires genevois. Sur signalement de la première banque, une enquête a été ouverte en 2011. Elle a débouché sur une condamnation par la Finma, qui a prononcé la dissolution du gestionnaire d'actifs en août 2015. Alain Driancourt n'a attendu que trois mois pour créer sa nouvelle société Driancourt SA, inscrite au registre du commerce le 13 novembre 2015 au 11 rue d'Italie. Cette adresse, un coquet immeuble près du Rond-Point-de-Rive, compte 42 entreprises, dont au moins trois fiduciaires, pour une moyenne de 2,5 employé-e-s par société.

structurelle des entreprises (Statent) de l'Office fédéral de la statistique (OFS), toutes les sociétés qui annoncent moins d'un poste à équivalent temps plein (ETP). Sur les 36 927 sociétés comptabilisées par l'OFS sur la base des données administratives de l'AVS (les entreprises payant des cotisations à partir du seuil de revenu de 2300 francs par an), 19 139 comptent moins d'un poste en ETP. Pour le dire autrement : plus de la moitié (51,83 %) du tissu économique genevois compte moins d'un·e employé·e. Il s'agit notamment de ces constructions juridiques qui n'ont besoin que d'un administrateur ou d'une administratrice à temps partiel pour gérer les affaires courantes. Mais aussi des indépendant·e-s (médecins, avocat·e-s, etc.) qui ne pratiquent pas leur activité à plein temps.

Dernière méthode, la plus fine, que nous avons retenue : procéder à une extraction (*scraping*) des données du registre du commerce genevois – accessibles sur le site Zefix.ch – soit plus spécifiquement les noms des administrateurs ou administratrices de sociétés. Le classement révèle des personnes et cabinets administrant des dizaines de sociétés, jusqu'à 167 pour le plus prolifique. Il est donc impossible que ces sociétés aient une véritable substance. Pour les besoins de l'analyse, nous avons déterminé un seuil à six sociétés en gestion (soit, pour l'administrateur ou l'administratrice, moins d'un jour par semaine consacré à chaque société).

Le résultat : 13 638 sociétés que nous qualifierons de peu substantielles, soit l'équivalent de 30,07 % des entreprises inscrites au registre du commerce genevois. À titre de comparaison, Genève compte 10 143 entreprises avec mention c/o au registre du commerce, soit des sociétés domiciliées ou confiées aux bons soins (*care of*, en anglais) d'une fiduciaire ou d'un cabinet d'avocat·e-s par exemple.

Des immeubles « fantômes »

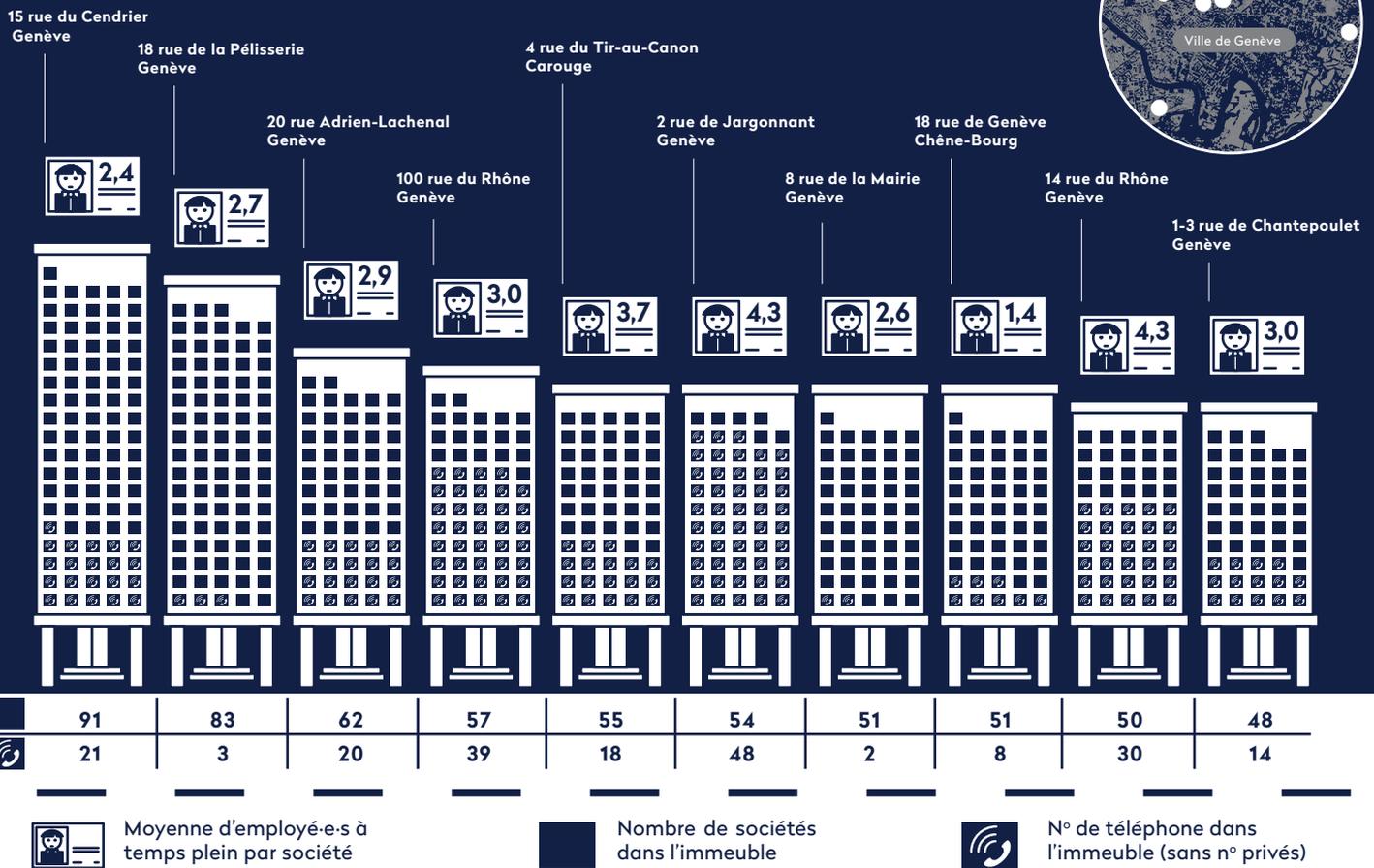
C'est un secret de polichinelle. La création de sociétés, rapide et peu bureaucratique, est l'un des atouts majeurs de

la place financière suisse. Sous l'angle fiscal, la dernière réforme RFFA a biffé le statut de « société de domicile » au 1^{er} janvier 2020. Même sans privilèges fiscaux, les entreprises suisses paient des impôts très bas par rapport aux normes internationales. Le taux d'impôt sur les bénéfices est à Genève de 13,99 % pour les entreprises, sans compter les allègements fiscaux négociés au cas par cas. À titre de comparaison, les membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se sont mis d'accord sur une réforme globale de l'impôt sur les sociétés à l'été 2021, qui prévoit un taux minimum de 15 % sur les bénéfices des entreprises.

Effectuée sous la pression de l'OCDE, l'abolition des statuts spéciaux ne signifie donc pas pour autant la disparition des sociétés sans substance. À Genève, le rythme de création d'entreprises est tellement soutenu que les postiers ne sont pas les seuls à avoir du mal à suivre. La justice est aussi dépassée, et les intermédiaires douteux repoussent comme la mauvaise herbe (voir encadré ci-dessus).

Que ce soit pour optimiser sa fiscalité, dissimuler des opérations sur un marché risqué ou rebondir rapidement après un coup dur judiciaire : les intermédiaires financiers suisses réagissent, eux, au quart de tour. Songez à la succursale genevoise Rosneft Trading, sanctionnée par les États-Unis le 19 février 2020 pour avoir vendu du brut vénézuélien. La société russe n'a eu besoin que d'un mois pour renaître sous une autre raison sociale : Energo-pole. C'est une fiduciaire genevoise qui s'est chargée de la création de la société comme de son hébergement dans ses locaux du 3 rue Mina-Audemars (ou 3 rue de la Vallée, avant la féminisation du nom de la rue en septembre 2020). Le bâtiment compte treize adresses en c/o, selon le registre du commerce, dont douze chez la fiduciaire.

La profusion de raisons sociales en c/o – comme les 136 sociétés du 8 rue du Nant, aux Eaux-Vives – ne préjuge pas encore de la substance réelle des sociétés. Pour aller au-delà de l'instantané du registre du commerce



genevois, nous avons ajouté une variable à notre analyse : le nombre d'employé-e-s en équivalent temps plein (ETP). Les résultats sont parfois saisissants. Sur les vingt immeubles les plus denses en entreprises (50 ou plus) à Genève, seuls sept affichent une moyenne de plus de cinq employé-e-s. Il s'agit entre autres du centre commercial de Carouge, de l'hôpital de La Tour à Meyrin, de la clinique des Grangettes ou du World Trade Center. Des sites, purgés de notre classement, où s'exercent a priori une activité commerciale « substantielle ».

Le reste ? Des adresses qui ont pour point commun une multitude de cabinets et de sociétés actives dans la finance, l'immobilier ou le négoce de matières premières. Une récente étude de l'OFS portant sur toute la Suisse le confirme : sur les 900 entreprises actives dans ce dernier secteur, plus du quart (26,4 %) ne compte aucun employé. À Genève, parmi les immeubles « fantômes », mentionnons le 15 rue du Cendrier, un bâtiment qui compte 2,4 employé-e-s en moyenne pour 91 sociétés.

C'est notamment depuis cet immeuble qu'un vendeur de sociétés offshore d'occasion a fourni au prix de 5000 francs pièce une coquille vide nommée Trekell à un avocat controversé de la place. Trekell s'est par la suite retrouvée au cœur d'une affaire de faux dans les titres à base de vidéos truquées, destinées à accuser de haute trahison le cousin d'un cheikh koweïtien, selon le récit de la *Tribune de Genève*. Le procès, qui devait se dérouler devant le Tribunal pénal fédéral en février dernier, a été repoussé.

Autre adresse intrigante au 18 rue de Genève, un édifice d'apparence locatif qui jouxte l'École de la Place-Favre à Chêne-Bourg. Notre recensement y indique la domiciliation de 51 entreprises pour une moyenne de 1,4 employé-e par unité. Ce bâtiment abrite une vieille connaissance de la succursale genevoise de Mossack Fonseca : une fiduciaire qui était autrefois l'organe de révision du cabinet au cœur des Panama Papers. Elle portait alors le nom de son fondateur, dont la plaque est toujours visible à l'entrée. Trois mois après le scandale, le 20 juillet 2016, le groupe a changé la raison sociale de sa maison-mère luxembourgeoise ainsi que celle de sa succursale genevoise, selon l'inscription à la Feuille officielle suisse du commerce.

Un jeu dangereux

Les sociétés dépourvues de substance ne sont pas nécessairement vouées à des activités douteuses. Nous n'affirmons donc pas que toutes ces entités, ou les personnes qui profitent de leur création, fraudent le fisc dans leur pays ou commettent un crime financier. Mais c'est ce type de montages qui est le plus souvent utilisé lorsqu'il s'agit, en Suisse, de cacher des ayants droit économiques, soit les personnes qui exercent en dernier lieu un contrôle effectif sur les entreprises ou les constructions juridiques.

Jugez plutôt : près de la moitié (44,36 %) des communications qui parviennent au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent de la Confédération, le MROS, concerne des sociétés de domicile.



Beny Steinmetz accompagné de son avocat, Marc Bonnant, lors de son procès à Genève.

© Stefan Wermuth/AFP, via Getty Images

La galaxie Steinmetz était pilotée depuis Genève

Une « tour de contrôle » genevoise. C'est ainsi que la présidente du Tribunal correctionnel de Genève a résumé l'activité de la fidèle administratrice de Beny Steinmetz. Sur le banc des accusés aux côtés du magnat des mines franco-israélien, elle a été condamnée le 22 janvier 2021 pour avoir « permis la mise en place du schéma corruptif » visant à obtenir un permis d'exploration et d'exploitation du gigantesque gisement de fer de Simandou, en Guinée-Conakry.

Le premier grand procès pour corruption internationale de Suisse était aussi celui de l'ingénierie corporatiste genevoise. Car pour masquer les schémas corruptifs, Beny Steinmetz Group Resources (BSGR) a eu recours à la société de conseil Onyx Financial Advisors, ainsi qu'à son ex-directrice, finalement engagée par BSGR pour gérer son complexe organigramme destiné à camoufler les véritables ayants droit économiques du groupe et semer la justice. « Tout a été fait depuis son bureau genevois », a martelé la juge lors de la motivation du verdict. C'est elle qui a mis en place « les aspects administratifs et corporatifs de l'opération de corruption et les démarches visant à cacher celles-ci par le biais de sociétés-écrans » ainsi que de complexes jeux d'écritures comptables fallacieux.

L'ex-administratrice a écopé de deux ans de prison avec sursis et 50 000 francs de créance compensatrice pour

« corruption d'agents publics étrangers » et « faux dans les titres ». Le milliardaire franco-israélien Beny Steinmetz, autrefois au statut fiscal à Genève, a quant à lui été condamné à cinq ans de prison et 50 millions de francs de créance compensatrice pour avoir organisé un « pacte de corruption » avec l'épouse de l'ex-président guinéen Lansana Conté.

Avant de déboucher sur cette condamnation historique, la justice genevoise a dû percer l'écran de fumée occasionné par les couches de la structure de BSGR. Parmi elles, plusieurs sociétés-écrans genevoises – Frequence Holding SA, Terrane Holdings, Terrane Global Investments SA ou BSG Real Estate (Switzerland) Sàrl – ainsi que d'autres entités offshore à Guernesey, au Luxembourg ou dans les Îles Vierges britanniques.

Le tout était chapeauté par la fondation liechtensteinoise Balda, dont Beny Steinmetz et sa famille étaient les uniques bénéficiaires, et son avocat, Marc Bonnant, l'un des trois administrateurs. C'est ce même M^e Bonnant qui a défendu l'homme d'affaires devant le tribunal, un cumul des casquettes qui ne semble pas effrayer cet habitué des grandes affaires de corruption. Et qui n'est pas non plus contraire au cadre réglementaire suisse. Beny Steinmetz et son ancienne administratrice ont fait appel de leur condamnation.

Sur quoi portent ces soupçons ? Souvent des affaires de corruption, soutiennent les autorités helvétiques dans un rapport de 2019. Dans près de 12 % de ces communications, les entités juridiques sont enregistrées en Suisse.

Après le secret bancaire, celui des avocat-e-s

Les raisons du rôle central joué par la Suisse et ses intermédiaires ? Le degré d'opacité qui caractérise encore sa place financière. Malgré l'entrée en vigueur de l'échange automatique de renseignements en janvier 2017, l'ONG Tax Justice Network, cofondée par Public Eye, place la Suisse à la troisième place de son Financial Secrecy Index 2020, un classement mondial des juridictions qui offrent la plus large palette d'outils destinés à dissimuler des avoirs. La Switzerland Global Enterprise (S-GE), organisation officielle de promotion des exportations suisses, loue même les services d'avocat-e-s, fiduciaires et notaires de la place qui peuvent « assez facilement être nommés au sein du Conseil d'administration » de votre S.A.

Les statistiques du MROS, le bureau qui centralise et filtre les signalements de soupçons en matière de blanchiment d'argent, laissent entendre que les avocat-e-s se réfugient souvent derrière leur secret profes-

sionnel. Dans 90 % des cas, ce sont des banques qui ont transmis des soupçons, souvent après la publication d'un article dans la presse. Cinq avocat-e-s ou notaires l'ont également fait en 2019, soit 0,1 % des communications transmises au MROS cette année-là.

Il faut dire que les avocat-e-s ne sont soumis à la loi contre le blanchiment d'argent (LBA) que lorsqu'ils gèrent des valeurs pour le compte de leurs client-e-s, mais pas pour leurs activités de « conseil ». En mars 2021 à Berne, la révision de la LBA s'est achevée par une victoire du lobby des avocat-e-s, qui pourront poursuivre l'ingénierie fiscale sans être soumis-e-s à des devoirs de diligence. Les avocat-e-s n'ont donc toujours pas l'obligation de communiquer aux autorités un éventuel soupçon de blanchiment d'argent.

La profession ne va pas se réformer toute seule. C'est la conviction d'Andres Knobel, spécialiste des questions fiscales auprès de Tax Justice Network, qui file la métaphore : « C'est le coup du renard qui traîne devant le poulailler et milite pour la liberté des poules ». Sans volonté de régulation de la part du législateur, la Suisse restera le paradis des renards, et Genève le cauchemar des postiers. ■

Un système à trous mais en voie de réforme

La plupart des avocat-e-s que nous avons contacté-e-s ont décliné tout commentaire sous prétexte que cette question ne concerne pas leur secteur d'activité ou parce qu'elle n'est, selon eux, plus d'actualité. « Avec l'échange automatique de renseignements, les structures offshore sans substance ne sont plus reconnues par le fisc, qui souhaite toujours connaître l'identité de la ou des personnes qui les contrôlent », indique cet avocat fiscaliste. Il est vrai que l'échange automatique de renseignements, en vigueur depuis janvier 2017 avec certains pays de l'OCDE, affaiblit l'opacité de certaines de ces constructions.

La disparition des statuts fiscaux spéciaux et du régime des holdings liée au projet de Réforme fiscale et financement de l'AVS (RFFA) rend également caducs certains de ces véhicules, du moins sous l'angle de l'intérêt fiscal. C'est le message du fiscaliste Philippe Kenel : « La Suisse n'est plus le havre de confidentialité qu'elle était. Vous utilisez de vieux concepts pour désigner des choses qui n'existent plus ». L'associé du cabinet Python en veut pour preuve les nouveaux taux d'impôts sur les bénéfices des entreprises. En ce qui concerne la lutte contre le blanchiment d'argent : contrairement aux banques, qui sont directement contrô-

lées par la Finma, le gendarme financier helvétique a délégué la surveillance des intermédiaires financiers à des organismes d'autorégulation (OAR). Il en existe une dizaine en Suisse, et c'est aux fiduciaires, gestionnaires et autres avocat-e-s qui pratiquent le conseil financier de s'enregistrer auprès d'eux. Les membres des OAR sont ensuite contrôlés par des organes de révision agréés par les OAR, qui analysent les pièces fournies par leurs clients. Malgré l'existence de cas d'intermédiaires financiers « circulant sans permis », Norberto Birchler, ancien directeur de l'Association Romande des Intermédiaires Financiers (ARIF) estime que le système fonctionne bien. « Il y a certes beaucoup de sociétés de domicile en Suisse. Mais au sens de la LBA, elles n'ont pas de personnalité morale, elles ne peuvent donc pas être leur propre ayant droit économique. Nous remontons toujours au propriétaire réel de la société », soutient-il. À titre personnel, il estime toutefois que les avocat-e-s devraient être soumis-e-s à la LBA lorsqu'ils créent des sociétés. « Cela n'a pas pu être intégré lors de la révision de la loi en mars ; cela risque de l'être lors de la prochaine révision, sous la pression internationale. »



Fribourg : l'offshore des campagnes

Héritage d'une politique fiscale agressive, le canton agricole compte une part importante de sociétés sans substance. Selon nos estimations, il y en a quelque 3000, soit 13,24 % du tissu économique local, principalement domiciliées chez des avocat-e-s, notaires ou fiduciaires le long du boulevard de Pérolles.

ADRIÀ BUDRY CARBÓ ET ROBIN MORET

« Sociétés boîtes aux lettres : Fribourg se voile la face », titrait en 1988 la correspondante pour l'agence de presse ATS. Sous la plume alerte, le lecteur suivait un bref historique des grandes dates qui ont amené le canton à exonérer d'impôt les holdings, les sociétés de domicile et les succursales d'entreprises internationales ; ainsi qu'un louable exercice de transparence et de justification des autorités locales.

À l'époque, le Service cantonal des contributions évaluait le nombre de sociétés boîtes aux lettres entre 1500 et 1600, sans pour autant être en mesure de quantifier leur « rendement » fiscal. Ni même les emplois créés. Déjà, le directeur cantonal des finances invoquait le manque d'harmonisation fiscale et le risque de délocalisations pour prôner l'immobilité : « Fribourg ne peut pas se faire harakiri tout seul, rester sage tout seul ».

Sociétés dormantes

Sous la pression de l'OCDE, la Suisse a finalement aboli, au 1^{er} janvier 2020, le statut de « société de domicile ». Mais les sociétés sans substance et les holdings subsistent encore dans les dernières villas donnant sur le boulevard de Pérolles ou dans les allées de boîtes aux lettres. Ici chez des avocat-e-s ou des notaires, là dans des cabinets fiduciaires ayant pignon sur rue.

C'est par exemple au 18 rue Saint-Pierre que la société Vicpart Holding avait décidé de s'établir en 1999, domiciliée chez une fiduciaire qui lui servait également d'organe de révision. Nulle trace de bureau ou d'employé-e-s, la société ne s'était même pas donné la peine de poser une plaque à son nom dans une allée déjà bien fournie. Vicpart Holding ne semblait exister qu'au travers du registre du commerce local, mais elle est pourtant

devenue propriétaire, en octobre 2009, de 96,82 % des parts de la banque biélorusse JSC Credexbank. Soit après dix ans de léthargie.

La justice états-unienne soupçonne alors la société fribourgeoise de blanchir de l'argent russe pour le compte de Credex. Celle-ci a transféré, début 2010, un milliard de dollars (US) à des sociétés domiciliées dans plusieurs pays, alors que son capital-actions s'élevait à quelque 10 millions de dollars à l'époque, selon un rapport du FinCen, le bureau fédéral de lutte contre les crimes économiques. La société change plusieurs fois d'organe de révision, et la presse s'empare du sujet. Dans le sillage de cette affaire, la holding est placée en liquidation et finalement radiée en mars 2014. Quant à la fiduciaire chez qui Vicpart Holding avait élu domicile, elle a changé plusieurs fois de raison sociale et d'adresse, mais est aujourd'hui encore de service à Fribourg.

Offshore jusqu'à Marly

Fribourg a également droit à son chapitre dans les Panama Papers. Les métadonnées rendues publiques par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) faisaient état d'une fiduciaire citée 176 fois, en lien avec des structures offshore établies dans des paradis fiscaux caribéens ou de l'océan Indien. Comme le montre une étude participative réalisée en juin dernier avec le soutien de bénévoles de Public Eye, la plupart des 1277 intermédiaires helvétiques sont, cinq ans après le scandale des Panama Papers, encore actifs dans l'ingénierie d'entreprises. Chez les fiduciaires, le taux de « survie » s'élève à 73 % ; chez les avocat-e-s, il grimpe à 78 %. Rien ne semble arrêter la frénésie domiciliaire ni conduire un quelconque intermédiaire en prison.

Selon les estimations de Public Eye, Fribourg compte toujours 3064 sociétés sans substance. Face aux grands centres offshore que sont Zoug et Genève, pas de quoi encourager le canton agricole à vouloir, selon les mots de son directeur des Finances, « rester sage tout seul ».

Il arrive même parfois aux holdings de marcher de leurs propres jambes. Après s'être installée à Zoug, SBM Offshore, qui fuit la fiscalité agressive alors en cours aux Pays-Bas, finit par poser ses valises en 1969 à... Marly, à près de quatre kilomètres de Fribourg.

Le groupe néerlandais, spécialisé dans les infrastructures d'extraction gazière et pétrolière, a certes fini par se doter d'un véritable département financier, employant jusqu'à 50 personnes. Mais il fait aussi étalage d'une structure organisationnelle particulièrement complexe : jusqu'à 24 sociétés différentes sont domiciliées

au 5 avenue de Fribourg, et sa holding SBM Offshore Holding SA n'a que trois ans. C'est aussi depuis Marly que SBM Offshore faisait transiter, entre 2007 et 2011, une partie des commissions occultes versées à des fonctionnaires en vue d'obtenir des contrats favorables au Brésil, en Angola, en Guinée équatoriale, au Kazakhstan et en Irak. Le groupe a été condamné à, respectivement, 192 millions d'euros et 238 millions de dollars d'amende par les justices néerlandaise (2014) et états-unienne (2017), et à verser 148 millions de dollars de dédommagement à la compagnie brésilienne Petrobras (2018). Le directeur de la succursale suisse a aussi été condamné, pour avoir directement bénéficié de la corruption, à une peine privative de liberté avec sursis de 24 mois, assortie d'une créance compensatrice de 480 200 francs (2020). Marly se serait sans doute bien passé de cette mauvaise publicité.

Multinationale du legging et de l'optimisation

Toutes les holdings et autres sociétés sans substance ne commettent pas des actes illégaux. L'optimisation fiscale est un autre avantage à la création de ces entités juridiques. Ainsi, la holding d'Inditex – groupe propriétaire des chaînes vestimentaires Zara, Massimo Dutti ou Bershka – a élu domicile au 6 rue Louis-d'Affry, à deux pas de la gare de Fribourg. L'entreprise est certes davantage qu'une boîte aux lettres, mais Inditex y avait créé trois entités enchevêtrées : ITX Trading SA, ITX Holding SA – radiée en janvier 2020 avec la fin des statuts spéciaux – et ITX Merken BV (succursale de Fribourg).

C'est sous cette dernière raison sociale qu'était « rapatriée » comptablement, en tout cas jusqu'à récemment, une part conséquente des bénéfices réalisés sous des juridictions moins clémentes. L'agence économique Bloomberg estimait qu'Inditex avait, entre 2009 et 2012, économisé quelque 325 millions de francs d'impôts.

À titre de comparaison, le directeur des finances fribourgeoises évaluait, en 2008, le rendement fiscal de l'ensemble des holdings installées dans le canton à 2 ou 3 millions (3,5 millions en 2018). Un petit bénéfice public au regard des économies réalisées par les grandes entreprises. C'est ce type de pratiques que vise à abolir la réforme fiscale internationale, afin d'harmoniser l'imposition des multinationales.

Selon les estimations de Public Eye, Fribourg compte toujours 3064 sociétés sans substance. Face aux grands centres offshore que sont Zoug et Genève, pas de quoi encourager le canton agricole à vouloir, selon les mots de son directeur des Finances, « rester sage tout seul ». ■



À lire aussi en ligne nos enquêtes sur
Zoug et Lugano :
publiceye.ch/fr/offshore

A.P. Travel Group	A.P.M Trading	ARCA
Alliance Plus AG	Arma Group Ltd	Arca Investments AG
Audit Box SA	Ayngers Holding SA	Arca Invest AG
Blossom Group	Button Trade AG	Arca Invest AG
D&H Holding AG	Denahit Consulting	Arca Invest AG
Eppler & Son GmbH	Exiffert AG	Arca Invest AG
Forte Plus GmbH	ETH Tax Association	Arca Invest AG
Ghost Brands AG	Honoraria Group	Arca Invest AG
Minority Group	Money Laundry Systems AG	Arca Invest AG
Mystic Trading AG	N.N. Group	Arca Invest AG
Odysseus Group AG	PER Suisse AG	Arca Invest AG
Phon&Sell AG	Probat Trading	Arca Invest AG
Quick Win SA	R&H Consulting	Arca Invest AG
Rebold Sarl	Secret Real Estate	Arca Invest AG
Signal Trading SA	SPK Holding SA	Arca Invest AG
SWISS Collaborative Group	Troctax Group	Arca Invest AG

Trois méthodes pour un sujet sensible en Suisse

Il faut le dire tout de suite : nos données restent une capture d'écran du tissu entrepreneurial à un moment. Elles attestent de la structure économique d'un canton donné au moment où nous avons extrait les données du site Zefix.ch. Cette plongée dans l'index central de toutes les raisons sociales de la Confédération nous a permis d'obtenir une première cartographie avec les adresses comptant le plus de sociétés et celles contenant le plus de raisons sociales en c/o.

Nous avons ainsi recensé des dizaines de milliers de sociétés – dont il faut retrancher les entreprises en liquidation. Les grands centres commerciaux comptent logiquement plus d'une centaine d'entreprises, de même que les hôpitaux et cliniques où les praticiens enregistrent leur centre d'activités. Le développement des espaces de *coworking* pousse aussi au regroupement de certaines sociétés à une seule et même adresse. Nous les avons donc retirés de l'analyse.

Les différents registres du commerce nous ont également permis, à travers une technique d'extraction des données numériques (*scraping*), d'établir un classement des individus et cabinets administrant le plus de sociétés par canton.

Il a ensuite fallu se pencher sur la substance de ces entreprises : leur nombre d'employé-e-s en équivalent temps plein (ETP). Des données anonymisées (sans les raisons sociales) sont disponibles publiquement sur le site de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Elles référencent les entreprises – et

le nombre d'employé-e-s – par leurs coordonnées géographiques. Mais les résultats inférieurs à quatre employé-e-s ne sont pas détaillés et l'administration a encore pris soin de remplacer systématiquement les deux derniers chiffres des données de géolocalisation pour compliquer l'identification des sociétés. Le nombre d'employé-e-s semble être considéré comme une donnée hautement sensible en Suisse.

Pour obtenir les données non tronquées pour l'année 2018 (dernière statistique disponible au moment de l'enquête), il a donc fallu signer un contrat de protection des données qui limite notre capacité à diffuser des résultats trop précis, soit entreprise par entreprise, ou à révéler l'identité des sociétés comptant moins de quatre employés. C'est donc via cette troisième base de données que nous avons pu calculer un ratio moyen d'équivalents temps plein par adresse. Nous les avons utilisées pour géolocaliser les adresses à travers l'interface API de géolocalisation de Google Geocoding. Le fichier d'adresses a été complété de recherches sur Google Maps, et par des visites dans les différentes allées et étages des bâtiments ainsi que via l'annuaire search.ch, l'absence de numéro de téléphone pouvant trahir le défaut de substance d'une entreprise.

Questionné sur les raisons de la confidentialité qui entoure ces statistiques, l'OFS se borne à rappeler qu'il « applique la législation en vigueur concernant la protection des données », et de renvoyer vers une page web.



Manifestation lors de l'assemblée générale de Bayer en 2019.

© Maja Hitij/ Getty Images

L'UE exporte des milliers de tonnes de « tueurs d'abeilles » interdits sur son sol

La lutte contre les « tueurs d'abeilles » est emblématique de l'indignation citoyenne croissante face aux ravages des pesticides. Elle se heurte pourtant toujours à la puissance des lobbys agrochimiques et à l'inaction complice des États. En quatre mois seulement, près de 3900 tonnes d'insecticides néonicotinoïdes ont été exportées depuis l'Union européenne, où ils sont interdits. Le géant bâlois Syngenta domine ce commerce toxique.

LAURENT GABERELL ET GÉRALDINE VIRET

« Sauvons les abeilles ! » : c'est au nom du destin tragique des butineuses que plus de 1,2 million de personnes dans l'Union européenne (UE) demandent aujourd'hui, au travers d'une initiative citoyenne, l'interdiction des pesticides de synthèse et des mesures fortes pour protéger la biodiversité. En Suisse aussi, les récentes initiatives anti-pesticides ont révélé, en dépit de leur échec dans les urnes, l'inquiétude croissante de la population face aux méfaits de ces substances.

Un fait accroche la rétine lorsqu'on prend la mesure des enjeux liés à l'utilisation massive d'insecticides à base de néonicotinoïdes, de puissants neurotoxiques qui s'attaquent au système nerveux central des insectes. Depuis leur introduction à grande échelle dans les années 1990, les trois quarts des insectes vo-

lants ont disparu des campagnes d'Europe occidentale. Une hécatombe toujours en marche aujourd'hui, et dont les conséquences sont abyssales. Trois cultures sur quatre dans le monde dépendent des abeilles et autres insectes pollinisateurs ainsi qu'un tiers de la production alimentaire mondiale. L'effondrement de ces populations, très vulnérables aux pesticides et à d'autres facteurs environnementaux, représente une « sérieuse menace pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde », avertit l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

« Les néonicotinoïdes sont aussi toxiques pour les abeilles que le Novichok [un poison développé en URSS durant la Guerre froide] pour les humains », explique Dave Goulson, professeur de biologie à l'Univer-



sité du Sussex et auteur de *Silent Earth*, un livre plaidoyer pour les pollinisateurs. « Ils persistent pendant des années dans les sols et les plantes, empoisonnant tout ce qui essaie de les manger ou de récolter le nectar de leurs fleurs. Ils s'infiltrent aussi dans les cours d'eau et nuisent à la vie aquatique. » Les néonicotinoïdes sont pourtant les insecticides les plus utilisés au monde. Un marché évalué en 2018 à 3 milliards de dollars (US), selon des données obtenues auprès de la société d'analyse de marché Phillips McDougall.

3859 tonnes de « tueurs d'abeilles »

En avril 2018, les États membres de l'Union européenne votaient l'interdiction de trois néonicotinoïdes – l'imidaclopride, le thiaméthoxame et la clothianidine – dans toutes les cultures en plein air, en raison de risques « inacceptables » pour les abeilles. Cette décision, une première mondiale, reflétait un « large consensus » quant à la nécessité d'agir pour protéger les abeilles et autres insectes pollinisateurs, saluait la FAO. Elle s'est imposée en dépit des attaques juridiques lancées par les plus gros fabricants de néonicotinoïdes, Bayer et Syngenta, qui ont été déboutés par le Tribunal de l'Union européenne.

Pourtant, malgré cette interdiction, l'UE autorise toujours les géants de l'agrochimie à produire ces pesticides sur le territoire européen, puis à les exporter vers des pays où les réglementations sont plus faibles. Public Eye et Unearthed, la cellule enquête de Greenpeace

Grande-Bretagne, révèlent, pour la première fois, l'ampleur de ce commerce toxique. Pour y parvenir, nous avons analysé des données d'exportation confidentielles obtenues auprès de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA), en vertu du droit à l'information. Il s'agit des données que les sociétés ont l'obligation de transmettre aux autorités européennes avant d'exporter des produits chimiques interdits dans l'UE.

Le résultat de notre enquête : entre septembre et décembre 2020, les autorités européennes ont approuvé 299 exportations de néonicotinoïdes interdits dans l'UE. Au total, cela représente près de 3900 tonnes de pesticides, contenant plus de 700 tonnes d'imidaclopride, de thiaméthoxame ou de clothianidine. De quoi traiter quelque 20 millions d'hectares de cultures, soit une surface équivalente à l'ensemble des terres arables de la France. Neuf pays de l'UE sont impliqués dans ces exportations, avec en trio de tête la Belgique, la France et l'Allemagne (voir graphique page 34).

Plus de trois fois la Belgique

L'écrasante majorité de ces exportations de « tueurs d'abeilles » fabriqués en Europe était destinée à des pays à faible ou moyen revenu, comme le Brésil, l'Indonésie et l'Afrique du Sud, où, en raison de la faiblesse des contrôles, l'utilisation de pesticides dangereux présente des risques particulièrement élevés pour la santé humaine et l'environnement. Bon nombre de ces pays sont des zones

Les néonicotinoïdes, c'est quoi?



1 Une variété d'insecticides

Les néonicotinoïdes sont une classe de produits chimiques comptant sept molécules dérivées de la nicotine et utilisées comme insecticides. Ils peuvent être pulvérisés ou utilisés sous forme de semences enrobées (la graine contient déjà en elle la molécule insecticide).

2 Massivement utilisés

Mis sur le marché dans les années 1990, les néonicotinoïdes sont aujourd'hui les insecticides les plus utilisés au monde. Ils sont appliqués sur plus de 140 cultures, comme le soja, le maïs, le blé ou le colza.

3 Toxiques même à faible dose

Ce sont des neurotoxiques conçus pour tuer les insectes ravageurs en attaquant leur système nerveux central. Ils sont transportés dans tous les tissus de la plante, la rendant entièrement toxique. Ils sont surnommés « tueurs d'abeilles ».

4 Dangereux pour la biodiversité

Les néonicotinoïdes sont très persistants. Ils s'accumulent dans les sols et s'infiltrent dans les cours d'eau. Ils rendent l'environnement toxique pour beaucoup d'insectes et même pour les oiseaux.

Les exportations de néonicotinoïdes interdits depuis l'UE *

Principaux pays exportateurs

Pays	Volume**	Part en %
Belgique	310	44,2
France	157	22,4
Allemagne	97	13,8
Espagne	78	11,2
Grèce	26	3,7

Principaux pays importateurs

Pays	Volume**	Part en %
Brésil	318	45,4
Russie	95	13,5
Ukraine	44	6,2
Argentine	35	5,0
Iran	29	4,2

Les trois néonicotinoïdes interdits exportés depuis l'UE

Substance active	Volume**	Part en %
thiaméthoxame	551	78,6
imidaclopride	95	13,5
clothianidine	56	7,9

Top 5 des sociétés exportatrices

Sociétés	Volume**	Part en %
Syngenta	551	78,6
Bayer	60	8,5
BASF	44	6,2
NuFarm	17	2,5
UPL	16	2,2



*Les données présentées concernent les exportations de néonicotinoïdes interdits depuis l'UE de septembre à décembre 2020. Elles reflètent les volumes annoncés par les entreprises avant l'exportation, qui peuvent parfois différer des volumes effectivement exportés. Les néonicotinoïdes peuvent être exportés sous forme de substances actives pures ou sous forme de produits (pesticides) prêts à l'emploi.

**en tonnes de substance active

cruciales pour la biodiversité, à l'image du Brésil, inondé par 2241 tonnes d'insecticides néonicotinoïdes expédiées par le géant suisse Syngenta et l'allemand Bayer durant la période couverte par nos données.

Syngenta est de loin le plus gros exportateur de néonicotinoïdes interdits, selon les documents en notre possession. Au cours de l'automne 2020, ses filiales dans l'UE ont notifié l'exportation de 3426 tonnes d'insecticides, contenant 551 tonnes de thiaméthoxame.

Syngenta est de loin le plus gros exportateur de néonicotinoïdes interdits, selon les documents en notre possession. Au cours de l'automne 2020, ses filiales dans l'UE ont notifié l'exportation de 3426 tonnes d'insecticides, contenant 551 tonnes de thiaméthoxame – soit plus des trois quarts du volume total de néonicotinoïdes interdits exporté depuis l'UE. Il est suivi par Bayer, qui a annoncé, au total, l'exportation de 138 tonnes de produits contenant 60 tonnes d'imidaclopride ou de clothianidine. Ces deux sociétés, qui disposent d'un vaste réseau d'usines en Europe, sont responsables de près de 90 % des exportations de néonicotinoïdes interdits réalisées durant ces quatre mois.

La position dominante de Syngenta dans ce triste classement s'explique par un envoi mastodonte de son bestseller au Brésil, l'Engeo Pleno S, un mélange de thiaméthoxame et de lambda-cyhalothrine, une substance également très toxique pour les abeilles. Destinés aux immenses plantations de soja brésiliennes, ces 2,2 millions de litres d'insecticide néonicotinoïde suffiraient à traiter plus de trois fois la superficie de la Belgique, d'où ils ont été expédiés.

Notre enquête montre que l'UE exporte aussi des néonicotinoïdes interdits vers l'Afrique, notamment au Kenya, où des agriculteurs et agricultrices affirment être contraint-e-s de polliniser leurs cultures à la main en raison du déclin des populations d'abeilles et autres insectes essentiels. Au Ghana, où près de 50 tonnes au moins ont été exportées depuis l'UE en 2020, les néonicotinoïdes utilisés massivement dans les plantations de cacao polluent les sols et les rendent moins fertiles.

En 2019, des scientifiques de dix-sept pays africains ont publié un rapport montrant que l'utilisation accrue de néonicotinoïdes en Afrique réduit la pollinisation et le contrôle naturel des insectes nuisibles, mettant en péril la sécurité alimentaire du continent. D'une même voix, ils ont demandé à leurs gouvernements de prendre des mesures pour empêcher que la durabilité de l'agriculture et la biodiversité en Afrique ne se détériorent davantage en raison d'une utilisation aveugle des néonicotinoïdes.

Mettre fin à l'hypocrisie

L'UE elle-même considère la menace si grave que la Commission européenne s'apprête, dans le cadre de sa stratégie « de la ferme à la table », à mettre fin aux importations d'aliments contenant des traces de pesticides qui participent aux « problèmes environnementaux globaux ». À commencer par les néonicotinoïdes car « ils sont particulièrement toxiques pour les abeilles et contribuent de manière significative au déclin des populations de pollinisateurs », a déclaré la Commission européenne en réponse aux questions de Public Eye. « Nous ne trouverions pas acceptable que la production d'aliments destinés à être importés dans l'UE [...] représente une grave menace pour les populations de pollinisateurs au niveau mondial », ajoute-t-elle.

Malgré cette prise de conscience, l'UE tolère que son industrie des pesticides continue de fabriquer ces substances toxiques sur le sol européen pour les exporter en dehors de l'UE. Mais un changement de cap se profile à l'horizon : contre toute attente, la Commission européenne s'est engagée, en octobre 2020, à mettre fin à cette pratique, dans le sillage de nos précédentes révélations sur les exportations de pesticides interdits. Au printemps, le Conseil de l'UE a salué cette ambition de « jouer un

Des « tueurs d'abeilles » exportés depuis la Suisse ?

Suite à l'interdiction, en 2018, de l'imidaclopride, la thiaméthoxame et la clothianidine dans l'UE, l'Office fédéral de l'agriculture a prohibé l'utilisation de ces néonicotinoïdes en Suisse. Toutefois, ils ne seront pas soumis à la législation helvétique en matière d'exportations de produits chimiques dangereux avant 2022, et les entreprises n'ont donc pas encore l'obligation de les notifier aux autorités. Nous n'avons par conséquent pas été en mesure de savoir si des néonicotinoïdes interdits sont aussi exportés depuis la Suisse. En théorie, c'est possible, puisque l'interdiction d'exportation prononcée par le Conseil fédéral en 2020 s'applique uniquement à cinq pesticides interdits en Suisse qui avaient été exportés depuis le sol helvétique au cours des dernières années. Et Syngenta dispose à Monthey d'un site de production d'envergnure mondiale, où du thiaméthoxame pourrait être produit.



© KEYSTONE/Care / Sorge

rôle de premier plan au niveau international en faveur d'une gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets ». Mais sous la pression de plusieurs États membres – l'Allemagne, l'Italie et la Hongrie notamment, il est resté très ambigu quant à une possible interdiction d'exportation, telle que proposée par la Commission européenne.

Ces tergiversations ne sont pas du goût du Rapporteur spécial des Nations Unies sur les substances toxiques et les droits humains, M. Marcos Orellana. En juin dernier, il a demandé aux institutions européennes de passer de la parole aux actes. Confronté aux faits mis en lumière par notre enquête, il réitère son appel : l'UE doit cesser d'« externalise[r] les impacts sanitaires et environnementaux sur les plus vulnérables ». « Une forme d'exploitation », selon lui.

Public Eye et Unearthed ont écrit aux pays exportateurs afin de connaître leur position. La Hongrie et la Grande-Bretagne estiment que le système actuel – qui repose sur le consentement préalable des pays importateurs – est suffisant. La Belgique et le Danemark soutiennent une interdiction d'exportation au niveau de l'UE, et l'Espagne se félicite aussi d'une action « dans ce sens ». Quant à l'Allemagne, elle dit « attendre avec impatience

les propositions concrètes de la Commission ». À l'heure de mettre sous presse, la France n'avait pas répondu à nos questions. Le pays a déjà prononcé une interdiction d'exportation depuis son territoire des pesticides interdits dans l'UE, qui entrera en vigueur en 2022.

La balle est désormais dans le camp de la Commission européenne, qui doit présenter un projet dans les mois à venir. Elle avance avec prudence, comme le montrent les réponses que nous avons obtenues. Les néonicotinoïdes seront-ils interdits d'exportation ? « Il est prématuré de déterminer quels produits chimiques pourraient faire l'objet d'une mesure éventuelle puisque nous sommes encore en train d'évaluer quelles sont les [mesures] les plus appropriées », explique la Commission.

Si elle estime qu'une interdiction d'exportation de l'UE « ne conduira pas automatiquement les pays tiers à cesser d'utiliser ces pesticides s'ils ont la possibilité de les importer d'ailleurs », la Commission européenne rappelle qu'elle s'est engagée à « s'assurer que les produits chimiques dangereux interdits dans l'UE ne puissent pas être produits pour l'exportation, y compris en modifiant la législation pertinente si nécessaire ».

« Nous devons nous-mêmes faire preuve de cohérence. » Tout est dit, mais tout reste à faire. ■

Diversions, déni et séduction

La saga des néonicotinoïdes est un cas d'école en matière de stratégie de diversion. Inspirées par les géants du tabac, les sociétés agrochimiques ont mis en place des techniques bien rôdées pour semer le doute sur la dangerosité de leurs produits et retarder l'intervention des États. Le but : maintenir leurs pesticides toxiques sur le marché aussi longtemps que possible et continuer à engranger de juteux bénéfices.

Depuis l'hécatombe qui a frappé les abeilles – et les apiculteurs et apicultrices – partout en Europe occidentale dans les années 1990, les fabricants de pesticides défendent bec et ongles leurs produits. En bref : Syngenta, Bayer et Cie font tout pour pointer du doigt d'autres suspects, comme le varroa, une espèce d'acariens parasites de l'abeille, ou d'autres pathogènes naturels. Voilà pourtant près de vingt ans que des rapports d'expertise publics ont démontré l'effet toxique des néonicotinoïdes à très faible dose sur les abeilles. Pourquoi le consensus sur la dangerosité de ces substances pour les pollinisateurs peine-t-il encore à s'imposer ? Dans un récent documentaire d'ARTE – *La fabrique de l'ignorance* – qu'il a co-écrit, Stéphane Foucart, journaliste pour *Le Monde*, répond ainsi à cette question centrale : « À partir du moment où on a vu ce trouble des abeilles apparaître, il y a eu 4 à 5 fois plus de recherches sur des causes alternatives aux pesticides ». En d'autres termes : la science a été réquisitionnée pour détourner l'attention des néonicotinoïdes.

La chronologie du drame des abeilles montre pourtant que l'arrivée de cette nouvelle classe d'insecticides dans les cultures, au début des années 1990, était l'unique facteur inédit de l'équation. « Seule une pollution massive, à l'échelle des continents, peut expliquer un déclin généralisé, y compris dans des régions qui n'ont pas vu les modes de vie et les paysages évoluer en quarante ans », estime Nadir Alvarez, professeur au département génétique et évolution de l'Université de Genève, dans une tribune sur la disparition des insectes publiée sur le site d'information Heidi.news. Une étude menée en 2017 par ses collègues de l'Université de Neuchâtel a montré que « 75 % des miels du monde entier, collectés sur tous les continents, contiennent au moins un type de néonicotinoïde ».

« Opération greenwashing »

Leader mondial des pesticides, Syngenta est l'unique exportateur de thiaméthoxame, qui lui rapporte chaque année des centaines de millions. Depuis près de trente ans, le géant bâlois rejette ou minimise l'implication des néonicotinoïdes dans l'effondrement des abeilles. Parfois, la société verse aussi dans le déni, en affirmant que les

médias « exagèrent les données scientifiques qui existent réellement » sur le déclin des insectes. Quoi qu'il en soit, Syngenta n'oublie jamais de garantir que ses produits sont « sûrs » et qu'elle « respecte toutes les lois et standards de sécurité dans les pays où [ceux-ci] sont commercialisés ». Même son de cloche du côté de Bayer, qui affirme aussi prendre très au sérieux « la santé des abeilles ».

Syngenta joue également la carte de la séduction. Pour montrer son amour des abeilles, elle a lancé en 2009 « l'opération pollinisateurs », un programme visant à accroître la présence d'insectes pollinisateurs indigènes, en leur fournissant un habitat et des sources de nourriture. En bref : planter des fleurs pour que les butineuses qui survivront aux néonicotinoïdes puissent butiner. En grande partie du greenwashing, selon Dave Goulson, professeur de biologie à l'Université du Sussex : « Comment peut-on prétendre se soucier des abeilles tout en continuant à vendre des milliers de tonnes de produits chimiques qui les tuent ? »



Le regard d'Oliver Classen



Public Eye

Oliver Classen est porte-parole de Public Eye en Suisse alémanique depuis plus de dix ans. Il a contribué à notre ouvrage de référence sur le secteur suisse des matières premières et a coordonné plusieurs éditions des Public Eye Awards, le contre-sommet critique au Forum économique mondial. Il a travaillé comme journaliste pour différents journaux, dont la *Handelszeitung* et le *Tagesanzeiger*.

Si notre blog vous intéresse, vous pouvez vous abonner sur notre site internet : publiceye.ch/blog

Top 500 des entreprises suisses : la mystérieuse disparition de Trafigura

La *Handelszeitung* a éliminé la société au plus gros chiffre d'affaires de son classement phare de l'économie helvétique. Plus inquiétant encore que la justification de ce retrait, pourtant sans précédent : personne ne s'en était offusqué avant la publication en ligne de cet article... pas même la première concernée. Du côté des concurrents de Trafigura, qui ont soudain pris du galon, c'est le silence radio, tout comme du côté des journaux concurrents du « premier journal économique de Suisse ». Ce qui soulève un certain nombre de questions...

2020 a été une année record pour Trafigura. Une « performance spectaculaire » qui montre que cette société de négoce a, pour l'heure, bien mieux traversé la crise pandémique que Glencore ou Vitol. Dans son commentaire à ce sujet, la *NZZ* parlait mi-juin d'une « entreprise genevoise », « basée à Singapour, mais dirigée depuis la cité de Calvin ». Cette description sinueuse mais assez claire de la localisation du centre opérationnel de Trafigura en Suisse faisait jusqu'alors consensus dans les médias suisses comme dans la presse internationale.

Un classement aléatoire

Après tout, les montages opaques visant à réduire les impôts et les risques juridiques sont monnaie courante dans le secteur, et plus complexes encore chez Trafigura (avec, entre

autres, une holding aux Pays-Bas, une partie de l'administration à Singapour et le fin du fin en matière de société mère offshore à Curaçao). Récemment encore, le *Tagesanzeiger* titrait néanmoins « un négociant de pétrole suisse impliqué dans une affaire de corruption » – en parlant de Trafigura. Sur Wikipedia, c'est bien dans le pays où convergent aujourd'hui encore ses activités commerciales que le géant des matières premières, fondé en 1993 par un ancien de chez Marc Rich, est considéré comme domicilié.

Les intransigeants « acteurs mondiaux » que sont les négociants en matières premières seraient donc orphelins de mère patrie ? Cela n'empêche pourtant pas les journalistes de leur attribuer des identités nationales, utilisées ensuite notamment par la *Handelszeitung* pour son célèbre classement. Fin juin, le journal annonçait qu'avec un chiffre d'affaires de « près

DIE UMSATZMILLIARDÄRE				Die grössten Unternehmen in der Schweiz und...							
Die grössten Unternehmen der Schweiz und...				DIE GRÖSSTEN UNTERNEHMEN IN DER SCHWEIZ UND...							
Ohne Banken und Versicherungen*				Rang 2020	Rang 2019	Firma	Hauptsitz	Umsatz (in Mio Fr.) 2020	Veränderung (in %) 2020	Ebit (in Mio Fr.) 2020	Veränderung (in %) 2020
1	3	Trafigura	137886,0	1	2	Glencore International AG	Baar	133513,0 ⁸	-37,6	4142,2	0,0
2	2	Glencore International	133513,0	2	1	Vitol SA	Genf	131320,0 ⁸	-41,3		
3	1	Vitol	131320,0	3	5	Cargill International SA	Genf	107870,0 ⁸	-4,4		
4	5	Cargill International	107870,0	4	4	Mercuria Energy Trading SA	Genf	86600,0 ¹	-24,9		
5	4	Mercuria Energy Trading	86600,0	5	6	Nestlé-Konzern	Vevey	84343,0	-8,9	14796,0	-8,8
6	6	Nestlé	84343,0	6	3	Nahrungsmittel	Dae...	58227,0	5,1	10547,0	5,1
7	8	Roche	58323,0	7	7	Chemie/Pharma		101465	-5,1		



de 138 milliards de francs, [Trafigura montait] sur la première marche du podium des géants suisses. Devant Glencore, Vitol, Cargill et Mercuria.» Dans son « Top 500 des plus grandes entreprises de Suisse en 2021 », publié peu après et téléchargeable sous forme de PDF pour la modique somme de 45 francs, c'est à la page 25 que vous tomberez sur un os : « Il semble que, sans communication visible, le siège principal ait été déplacé l'an dernier de Genève à Amsterdam (...), ce qui nous a amené à retirer Trafigura de la liste. »

Et vlan ! En une seule phrase, c'en est fini de notre champion : une disparition absurde, voire scandaleuse.

En effet, cette phrase contient trois erreurs capitales :

1. Depuis des lustres, les sociétés comme Trafigura n'ont plus de « siège » au sens traditionnel du terme, cela fait partie de leur modèle d'affaires.
2. Trafigura Beheer B.V., enregistrée aux Pays-Bas, fait office de société mère financière de Trafigura depuis des décennies déjà, et selon Moneyhouse, le seul transfert notable effectué l'an dernier est celui de la succursale lucernoise de la société holding singapourienne Trafigura Pte Ltd, qui a déménagé à Genève.
3. La petite formule « il semble que » révèle l'insouciance et l'ignorance d'une rédaction qui se fie, pour un changement pourtant massif, à des indices ambigus sans indiquer ses sources ni les vérifier. Bel exemple de compétence et de transparence.

Glencore & Co pourraient connaître le même sort

« Même Zoug a été citée [comme siège effectif] par une source », peut-on lire à la fin du paragraphe cité plus haut. Quiconque connaît de près ou de loin l'histoire de Trafigura

sera saisi à ces mots d'une crise de fou-rire (ou de larmes)... Impossible de ne pas s'interroger sur ce qui a poussé la *Handelszeitung* (propriété de Ringier Axel Springer Suisse) à ce geste fou. Ni sur ce qu'en savait son partenaire de longue date, Dun & Bradstreet. Après tout, si la crédibilité de l'auto-proclamé « plus grand journal économique de Suisse » est en jeu, celle de ses sources ne l'est pas moins. Dans cet article promotionnel sur le Top 500, le remplacement arbitraire de Trafigura par Glencore en tête de liste n'est dans tous les cas pas du tout mentionné...

Plus agaçant encore que la justification, ce choix arbitraire : personne ne semblait s'en être rendu compte avant la publication en ligne de cet article... ou du moins, personne ne s'en était encore offusqué. C'est un très mauvais signe pour la pertinence de ce produit phare de la *Handelszeitung*, largement diffusé à grand renfort de publicité et souvent cité.

Peu de risque que les concurrents se plaignent, quant à eux, d'avoir gagné une place. Mais Glencore, Vitol & Cie pourraient à tout moment partager le triste destin de Trafigura. Par ce retrait rocambolesque, la *Handelszeitung* a en effet ouvert la boîte de Pandore : quels critères une « entreprise suisse » doit-elle remplir pour mériter ou conserver ce titre ? Quels qu'ils soient, le secteur des matières premières, qui occupe encore six des dix premières places du top 500 après l'éviction de Trafigura, devrait être intégralement exclu de la liste s'ils étaient appliqués à la lettre. ■



Réglementer le commerce en faveur de la justice sociale et d'un développement durable

©Andy Clark/Reuters

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) traverse une crise de légitimité. Mais les crises représentent souvent des opportunités. Pour saisir l'occasion, la Conférence ministérielle de l'OMC doit notamment développer fin novembre une vision d'un nouveau système commercial mondial qui devrait s'attaquer aux inégalités croissantes et mettre les objectifs de développement durable des Nations Unies au centre de sa législation. Dans une déclaration largement soutenue, la société civile mondiale montre la voie.

THOMAS BRAUNSCHWEIG

L'OMC est en mauvaise posture. Elle n'arrive plus à assurer l'une de ses principales fonctions, le règlement des litiges commerciaux entre ses membres. En cause : le blocage des États-Unis dans la nomination de nouveaux ou nouvelles juges pour la dernière instance de recours du tribunal arbitral. Donald Trump avait estimé que les décisions de cette cour d'appel étaient injustes envers les États-Unis et a ensuite bloqué l'élection de successeurs, ce qui l'a rendue inapte à se prononcer. En outre, le dernier grand cycle de négociations n'a pas pu se conclure comme il se doit après vingt ans de tractations. Dans ces négociations, définies dans le cadre du programme de Doha pour le développement, les intérêts et besoins des pays du Sud devaient pour la première fois être au cœur des préoccupations. La frustration est donc d'autant plus grande.

Les négociations ont aussi stagné dans d'autres domaines, ce qui a conduit l'ancien directeur général de l'OMC, Roberto Azevêdo, à démissionner en 2020. L'élection de Ngozi Okonjo-Iweala, première femme à la tête de l'OMC, a fait naître de nouveaux espoirs. Mais les préparatifs de la 12^e Conférence ministérielle (MC12), qui débutera fin novembre à Genève, l'exposent déjà à des vents contraires. Sur les importants dossiers de négociation, les positions des membres de l'OMC sont toujours très divergentes, ce qui met en danger le succès de la Conférence et aurait incité la Nigériane Okonjo-Iweala à brandir

le spectre de sa démission en cas d'échec : elle n'aurait toujours pas acheté de meubles pour son logement à Genève.

Les sujets de la 12^e Conférence ministérielle

En matière de politique de développement, les sujets les plus importants de la MC12 sont l'assouplissement temporaire de la protection des brevets à travers une dérogation de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) pour lutter contre la pandémie de Covid-19, une réduction des subventions à la pêche et la question des mesures de soutien de l'agriculture ayant des effets de distorsion des échanges. Ce dernier point, qui suscite des positions très divergentes entre les membres de l'OMC, est depuis longtemps à l'ordre du jour des conférences ministérielles. Or, il y a encore peu d'avancées substantielles à attendre de la MC12 sur ce point, et les espoirs sont maigres : les délégations chargées des négociations espèrent au moins pouvoir s'accorder sur un programme de travail pour l'après-MC12.

En négociation depuis plus d'un an (voir encadré page 41), la dérogation aux droits de propriété intellectuelle permettrait aux États membres de l'OMC de ne pas tenir compte de la propriété intellectuelle concernant les tests diagnostiques, les traitements ou les vaccins contre le Covid-19 tant que durera la pandémie. Cela permettrait de démultiplier rapidement la production des moyens

de lutte contre le Covid-19. Car la grande majorité des vaccins est accaparée par les pays riches. La décision sur cette proposition est considérée par de nombreux observateurs comme un test décisif pour la légitimité de l'OMC à trouver des réponses à des défis mondiaux pressants.

Les négociations autour des subventions à la pêche, qui durent déjà depuis vingt ans, illustrent les intérêts très

divergents des membres de l'OMC. Dans ce dossier, les négociations portent sur l'interdiction de toute subvention qui contribue à la surcapacité et à la surpêche, et sur l'élimination des subventions à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. Elles visent enfin à empêcher que de nouvelles subventions ne soient introduites pour le secteur de la pêche. La question de la dérogation de la pêche artisanale, essentielle pour les pays du Sud, constitue l'un des principaux points de friction. Au moment de la mise sous presse de ce numéro, nous ne savons pas si un compromis va permettre de faire avancer le dossier lors de la MC12.

La société civile imagine un système commercial tourné vers l'avenir

En amont de la Conférence ministérielle, plus de 200 organisations de la société civile du monde entier, dont Public Eye, ont publié une déclaration plaidant en faveur d'un revirement et de nouvelles règles commerciales multilatérales qui fassent primer le bien public sur les profits des grandes entreprises, et qui soient systématiquement axées sur les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.

La déclaration, coordonnée par le réseau mondial d'ONG « Notre monde n'est pas à vendre », dénonce la part de responsabilité de la législation de l'OMC dans la concentration inacceptable du marché alors que les inégalités ne cessent de croître. Elle affirme que ces règles « donnent la priorité aux demandes des grandes entreprises de concentrer la production mondiale pour maximiser leurs profits et ont interdit aux pays d'utiliser des outils politiques pour garantir la capacité de production locale et la diversité des fournisseurs d'importation ». Les pénuries de médicaments essentiels à la lutte contre le Covid-19 illustrent les conséquences de ces règles.

La déclaration demande principalement une plus grande marge de manœuvre politique pour les pays du Sud afin de leur permettre de mener leur propre politique industrielle, de créer des emplois décents, de garantir le service public et d'améliorer la sécurité alimentaire. Cette marge de manœuvre est de plus en plus limitée par les règles de l'OMC, or les pays industrialisés ont justement pu utiliser de tels instruments politiques afin d'assurer leur développement. ■

La Conférence ministérielle de l'OMC

Cette conférence, qui se réunit tous les deux ans, est l'organe de décision suprême de l'OMC. Elle rassemble les ministres du commerce des 164 États membres pour décider des règles régissant le commerce entre les pays et du lancement de nouveaux cycles de négociations. Elle est régie par le principe du consensus. Beaucoup se souviennent des énormes manifestations qui ont émaillé la Conférence ministérielle de 1999 à Seattle. Public Eye y était. La « bataille de Seattle » avait fait échouer la Conférence ministérielle. Les conférences suivantes ont également occasionné des manifestations, mais moins importantes. Les trois plus récentes, à Bali (2013), Nairobi (2015) et Buenos Aires (2017), se sont conclues sans résultats substantiels. Cela montre à quel point il devient difficile de trouver un consensus entre des membres dont le nombre ne cesse de croître. Initialement prévue en 2020 au Kazakhstan, la 12^e Conférence ministérielle a dû être repoussée à 2021 à cause de la pandémie de Covid-19 et se tiendra à Genève du 30 novembre au 3 décembre.

L'opposition suisse à la dérogation de l'Accord sur les ADPIC

La proposition de dérogation à l'Accord sur les ADPIC pendant la pandémie de Covid-19 a été déposée par l'Inde et l'Afrique du Sud et est aujourd'hui soutenue par plus de cent pays. Le projet est même soutenu par une majorité au Parlement européen, par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et par de nombreuses organisations de la société civile.

La proposition rencontre une féroce opposition venue en particulier de Grande-Bretagne, de l'UE (ou de certains de ses États membres) et... de Suisse. Depuis un an, Public Eye appelle le gouvernement helvétique à cesser de s'opposer à la dérogation. Selon notre expert en politiques de santé, Patrick Durisch : « Notre gouvernement ne peut plus s'en tenir à cette position de blocage idéologique. Il est temps que les autorités fassent passer la santé publique avant les profits de quelques géants de la pharma. »



« Grâce à l'Accord, je me sens en sécurité et protégée dans l'usine »

© Kristof Vadino/Clean Clothes Campaign

Une grande avancée dans l'industrie textile

Après des mois de négociations sur l'avenir de l'accord sur la sécurité des bâtiments au Bangladesh, les fédérations syndicales internationales et les instances représentant les enseignes de la mode se sont entendues sur un nouvel accord international pour la santé et la sécurité. Celui-ci va encore plus loin que le bon modèle du texte précédent. Jusqu'à présent, Coop, Migros, Tally Weijl et Triumph sont les seules marques suisses à l'avoir signé.

Fruit de négociations tenaces et d'un intense travail de campagne, la signature de ce nouvel accord international est une grande avancée dans la lutte pour la sécurité des travailleuses et travailleurs du textile à travers le monde. Intitulé « International Accord for Health and Safety in the Textile and Garment Industry », il conserve les éléments essentiels de l'accord pionnier sur la sécurité des bâtiments au Bangladesh, qui avait été signé en 2013 en conséquence du dramatique effondrement d'une usine qui avait coûté la vie à 1100 personnes et en avait blessé près de 2500 :

- une surveillance et un contrôle indépendants du respect des consignes de sécurité ;
- un engagement à payer des prix d'achat permettant de garantir la sécurité dans les fabriques ;
- un engagement à mettre un terme aux activités

commerciales avec les usines qui ne respectent pas les règles de sécurité prévues par l'accord ;

- et le caractère juridiquement exécutoire des engagements des enseignes de la mode.

Extension à d'autres pays

Dans d'autres pays producteurs de textile, tels que le Pakistan où des incendies ou effondrements d'usines entraînent régulièrement des morts, des syndicats et organisations de défense du droit du travail demandent aussi depuis des années des mesures efficaces pour sécuriser les fabriques. Alors que le précédent accord se limitait au Bangladesh, la nouvelle mouture devrait permettre au cours des prochains mois d'étendre ce modèle juridiquement contraignant à d'autres pays producteurs.



Les enseignes suisses qui s'approvisionnent au Bangladesh et leur position sur l'accord international (état au 2 novembre 2021).

- Accord signé
- Accord pas encore signé

L'accord sur la sécurité des bâtiments au Bangladesh est arrivé à échéance à la fin mai 2021. Depuis des mois, les fédérations syndicales internationales et les organisations signataires, dont la Campagne Clean Clothes, luttent pour que le texte soit prolongé et étendu. Le nouvel accord, qui est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2021, constitue une grande victoire pour la coalition de syndicats et d'organisations de la société civile.

À ce jour, l'accord a été signé par plus de 140 enseignes de la mode, dont Coop, Migros, Tally Weijl et Triumph, seules entreprises suisses. D'autres marques suisses de vêtements qui s'approvisionnent au Bangladesh, telles que Chicorée, Intersport International, Mammout, Manor et Zebra, n'ont toutefois pas encore fait le pas. Il est essentiel que toutes les enseignes de la mode qui font produire leurs articles au Bangladesh signent le nouvel accord pour la santé et la sécurité afin que les employé-e-s de leurs fournisseurs ne doivent pas risquer leur vie pour fabriquer nos vêtements. Dès que le nouvel accord international sera étendu à d'autres pays, toutes les marques qui s'y approvisionnent devront également le signer. Nile et Workfashion, deux plus petites enseignes, se déclarent prêtes à signer l'accord dès qu'il sera étendu à des pays dans lesquels elles font fabriquer leurs articles. Mais il est évident que les enseignes de la mode devraient s'assurer que leurs vêtements soient produits dans des conditions de travail sûres et saines pour tout le personnel des usines. ■

Campagne #PayYourWorkers : la pression reste forte

Avec la campagne #PayYourWorkers de la Campagne Clean Clothes (CCC), nous demandons depuis avril aux enseignes de la mode et aux détaillants de garantir le versement des salaires et indemnités de licenciement, et de respecter le droit du travail. La campagne est soutenue par plus de 230 organisations à travers le monde, et plus de 13 000 personnes ont déjà signé la pétition en Suisse. Il est essentiel de continuer à faire pression sur les marques car, selon les calculs de la CCC, les travailleuses et travailleurs du textile ont perdu près de 12 milliards de dollars (US) dans sept pays producteurs pendant la pandémie. Ces énormes coupes salariales, la charge de travail qui ne cesse de croître, les relations de travail précaires et, bien sûr, la pandémie elle-même ont un grave impact sur les employé-e-s de l'industrie textile.

Selon les calculs réalisés par Public Eye et des syndicats locaux, entre avril et mai 2021, des salaires d'un montant total évalué à 109 millions de dollars (US) n'ont pas été versés à des employé-e-s d'usines textiles cambodgiennes qui fournissent des entreprises comme Adidas, C&A, H&M, Inditex ou Nike. Depuis le début de la pandémie, le total s'élève à près de 400 millions. En réaction à ce vol de salaires, des syndicalistes du Cambodge ont demandé à de grandes enseignes telles que H&M, C&A ou Inditex de garantir le versement des montants dus. Il leur suffirait pour ce faire de payer 10 centimes de plus par t-shirt. Les réactions des marques sont toutefois décevantes. Jusqu'à présent, elles refusent non seulement de combler le déficit salarial, mais la plupart ne reconnaissent même pas le problème central et ne donnent pas de réponse claire aux revendications des syndicats.

Les luttes syndicales au Cambodge montrent cependant que, malgré les circonstances difficiles, beaucoup de travailleuses et travailleurs s'engagent et descendent dans la rue pour revendiquer leurs droits. La Campagne Clean Clothes (CCC) et Public Eye les soutiennent activement. À l'aide de nombreux reportages, la CCC a beaucoup communiqué sur le vol de salaires de ces derniers mois, et relayé des appels à participer à des actions de rue et en ligne.

Ensemble, nous luttons pour le versement des salaires et le respect des droits syndicaux.

Avez-vous déjà signé notre pétition ?
publiceye.ch/payyourworkers



OFFREZ UNE COTISATION-ABONNEMENT À PUBLIC EYE

Offrez à vos proches un cadeau qui a du sens, avec une cotisation-abonnement à Public Eye d'une année, au prix de 75 fr. – ou de 30 fr. pour les étudiant.e-s ou les moins de 27 ans.

La personne de votre choix recevra au cours de l'année six numéros de notre magazine, qui présente nos enquêtes exclusives et des éclairages sur des thèmes

d'actualité. Avec ce cadeau original, vous contribuez à faire connaître notre travail et vous nous aidez à agir ici, en Suisse, pour un monde plus juste.

Commandez une cotisation-abonnement à l'aide de la carte-réponse ou en ligne sur publiceye.ch/offrir

Bonnes fêtes de fin d'année !

L'ONG Public Eye (anciennement Déclaration de Berne) porte un regard critique sur l'impact de la Suisse et de ses entreprises à l'étranger. Par un travail d'enquête, de plaidoyer et de campagne, Public Eye demande davantage d'équité et le respect des droits humains partout dans le monde. Public Eye agit ici, en Suisse, pour un monde plus juste.

Public Eye, avenue Charles-Dickens 4, CH-1006 Lausanne,
tél. +41 (0)21 620 03 03, contact@publiceye.ch, compte de dons 10-10813-5

publiceye.ch

[@PublicEyeSuisse](https://twitter.com/PublicEyeSuisse) [@PublicEyeSuisse](https://facebook.com/PublicEyeSuisse) [@publiceye.ch](https://instagram.com/publiceye.ch)



Agir ici pour
un monde
plus juste

Public Eye